

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2015/203124]

Extrait de l'arrêt n° 83/2015 du 11 juin 2015

Numéros du rôle : 5702, 5704 et 5778

En cause : - les recours en annulation de l'article 7 de la loi du 14 janvier 2013 portant des dispositions fiscales et autres en matière de justice, introduits par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et par K. V.M.;

- la question préjudicielle relative à l'article 7 de la loi du 14 janvier 2013 portant des dispositions fiscales et autres en matière de justice, posée par la Cour d'appel de Bruxelles.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et A. Alen, et des juges E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, assistée du greffier F. Meersschart, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et de la question préjudicielle et procédure*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 juillet 2013 et parvenue au greffe le 30 juillet 2013, un recours en annulation de l'article 7 de la loi du 14 janvier 2013 portant des dispositions fiscales et autres en matière de justice (publiée au *Moniteur belge* du 31 janvier 2013, deuxième édition) a été introduit par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, assisté et représenté par Me V. Letellier, avocat au barreau de Bruxelles.

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 31 juillet 2013 et parvenue au greffe le 1^{er} août 2013, K. V.M., assisté et représenté par Me H. Rieder, avocat au barreau de Gand, a introduit un recours en annulation de la même disposition légale.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 5702 et 5704 du rôle de la Cour, ont été jointes.

c. Par arrêt du 18 décembre 2013 en cause du ministère public contre Alexandre Chalaguine et autres, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 23 décembre 2013, la Cour d'appel de Bruxelles a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 7 de la loi du 14 janvier 2013 [portant des dispositions fiscales et autres en matière de justice], modifiant l'article 24 du titre préliminaire du Code de procédure pénale, viole-t-il les articles 10, 11 et 12 de la Constitution, combinés ou non avec les principes de légalité et de sécurité juridique, l'article 14, § 1^{er} et 3 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et l'article 6, § 1^{er} et 3, *b*), *c*) et *d*) de la Convention européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales en ce que :

- il méconnaîtrait l'exigence de prévisibilité de la loi de procédure pénale, en faisant dépendre la durée du délai de prescription du degré de complétude du dossier répressif, et donc de la qualité de l'instruction ou de l'information, selon qu'on se trouve au stade de la clôture de l'instruction ou devant la juridiction de jugement;

- il introduirait une discrimination non raisonnablement justifiée entre, d'une part, l'inculpé qui fait l'objet d'un règlement de procédure au terme d'une instruction complète et qui aura bénéficié du cours de la prescription tout au long de l'instruction, et d'autre part, l'inculpé qui, confronté à un dossier incomplet au stade du règlement de procédure, se verra privé du cours de la prescription, le temps nécessaire à la réalisation des actes d'instruction complémentaires;

- il introduirait une discrimination non raisonnablement justifiée entre, d'une part, l'inculpé qui a sollicité des devoirs d'instruction complémentaires en cours d'instruction, pour lequel aucune cause de suspension de l'action publique ne jouera, et, d'autre part, les personnes qui, prenant connaissance du dossier répressif au règlement de la procédure, voient le délai de prescription de l'action publique suspendu, portant ainsi atteinte à leur droit au procès équitable, incluant l'obligation d'être jugées dans un délai raisonnable;

- il introduirait des différences de traitement ne résultant pas des faits qui auraient été commis par le prévenu, ni de la situation personnelle de celui-ci ou de celle des parties civiles, mais d'un élément étranger aux parties, à savoir l'incomplétude - objectivée - du dossier répressif au moment où le procureur du Roi dresse ses réquisitions de renvoi ou cite directement;

- en conférant un effet suspensif de la prescription de l'action publique à la requête en devoirs complémentaires d'enquête que l'inculpé ou un co-inculpé a déposée à une époque où cet acte juridique n'avait pas cet effet et où il n'était pas prévisible qu'il l'ait, il porterait atteinte à la garantie de non-rétroactivité des dispositions législatives, sans être justifié par une circonstance exceptionnelle ou un motif impérieux d'intérêt général suffisant et/ou acceptable ? ».

Cette affaire a été inscrite sous le numéro 5778 du rôle de la Cour.

(...)

III. *En droit*

(...)

Quant à la disposition en cause

B.1.1. Les recours dans les affaires n^{os} 5702 et 5704 tendent à l'annulation de l'article 7 de la loi du 14 janvier 2013 portant des dispositions fiscales et autres en matière de justice.

B.1.2. L'article 7 de la loi du 14 janvier 2013, tel qu'il a été modifié par l'article 3 de la loi du 25 avril 2014 portant des dispositions diverses en matière de Justice, complète l'article 24 du titre préliminaire du Code de procédure pénale par deux alinéas libellés comme suit :

« La prescription de l'action publique est à chaque fois suspendue lorsque, dans le cadre du règlement de la procédure, le juge d'instruction ou la chambre des mises en accusation décide que des actes d'instruction complémentaires doivent être accomplis. Il en va de même chaque fois que la chambre du conseil, dans le cadre du règlement de la procédure, ne peut pas régler la procédure à la suite d'une requête introduite conformément aux articles 61quinquies et 127, § 3, du Code d'instruction criminelle. La suspension prend effet le jour de la première audience devant la chambre du conseil fixée en vue du règlement de la procédure, que la requête ait été rejetée ou acceptée, et s'achève la veille de la première audience où le règlement de la procédure est repris par la juridiction d'instruction, sans que chaque suspension puisse toutefois dépasser un an.

La prescription de l'action publique est à chaque fois suspendue lorsque la juridiction de jugement sursoit à l'instruction de l'affaire en vue d'accomplir des actes d'instruction complémentaires. Dans ce cas, la prescription est suspendue à partir du jour où la juridiction de jugement décide de remettre l'affaire jusqu'à la veille de la première audience où l'instruction de l'affaire est reprise par la juridiction de jugement, sans que chaque suspension puisse toutefois dépasser un an ».

B.2. La disposition attaquée instaure deux nouvelles causes de suspension de l'action publique, en raison d'actes d'instruction complémentaires décidés ou sollicités, d'une part, dans le cadre du règlement de la procédure et, d'autre part, dans le cadre de l'examen au fond de l'affaire par les juridictions répressives.

B.3.1. En instaurant deux nouvelles causes de suspension dans la phase du règlement de la procédure et dans la phase de jugement, le législateur a voulu donner suite au rapport du 7 mai 2009 de la commission d'enquête parlementaire sur les grands dossiers de fraude fiscale (*Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, DOC 52-0034/004). On peut lire dans les travaux préparatoires :

« les magistrats entendus par [la commission d'enquête parlementaire] ont pratiquement tous dénoncé les abus générés par la loi Franchimont, qui, dans 80 % des dossiers relatifs à des affaires financières, est devenue un moyen pour ralentir la procédure. Ainsi, selon le rapport de la commission, il arrive souvent que des inculpés demandent, juste avant la séance de la chambre du conseil, des devoirs complémentaires dans le seul but de ralentir la procédure. Ils obtiennent de cette façon des ajournements et des remises de plusieurs mois. A la suite de ce constat, la commission a proposé, dans ses recommandations sous le numéro 28, E, de suspendre la prescription de l'action publique durant la période de l'accomplissement des devoirs complémentaires » (*Doc. parl.*, Chambre, 2011-2012, DOC 53-2430/001, p. 6).

B.3.2. Adoptée dans la foulée de ce rapport, la disposition attaquée s'applique à toutes les infractions. Un sénateur estima « curieux que l'instauration d'une mesure concrète en matière de fraude fiscale conduise à une modification du titre préliminaire du Code de procédure pénale » (*Doc. parl.*, Sénat, 2012-2013, n° 5-1887/3, p. 4).

Il ajouta :

« En voulant s'attaquer à un dossier concret, on en arrive donc, par induction, à modifier le Code d'instruction criminelle. Le délai de prescription sera allongé chaque fois que des actes d'instruction complémentaires seront accomplis, ce qui aura de sérieuses retombées sur les droits de la défense » (*ibid.*).

A cette critique, la ministre a répondu :

« la réglementation en projet n'est pas destinée à s'appliquer uniquement aux affaires fiscales, mais vaut pour toutes les infractions. La mesure envisagée a effectivement un effet quelle que soit l'infraction, mais elle s'inscrit dans le cadre de la lutte globale contre les délais déraisonnables. Il n'y a suspension de la prescription que lorsque l'acte d'instruction complémentaire est accompli à la demande de l'une des parties, et non pas dans le cadre de l'intervention d'office du juge » (*ibid.*, p. 5).

Le même intervenant relevant qu'il n'était nullement précisé que « la réglementation s'applique uniquement en cas de requête des parties et non dans le cadre de l'intervention d'office » (*ibid.*), la ministre répondit :

« l'on est à un stade de la procédure où le juge d'instruction a terminé son instruction. Il communique le dossier au ministère public afin que celui-ci trace ses réquisitions. Lorsque le ministère public a tracé ses réquisitions, il retransmet le dossier au juge d'instruction afin de fixer l'affaire en chambre du conseil. A ce stade de la procédure, les parties ont accès au dossier et peuvent demander des devoirs complémentaires. La pratique montre que certaines personnes abusent de la procédure pour demander une série de devoirs complémentaires dans un but dilatoire. Ces personnes espèrent à terme pouvoir plaider le dépassement du délai raisonnable devant les juridictions de fond et échapper ainsi à toute condamnation.

Le projet de loi vise à limiter les demandes abusives de devoirs qui sont formulées devant le juge d'instruction dans le but de prolonger l'instruction de manière non raisonnable. La presse fait souvent écho de décisions judiciaires qui refusent de prononcer des condamnations en raison du dépassement du délai raisonnable. La disposition en projet permettra pour l'ensemble des procédures, et notamment en matière fiscale, d'arriver à une justice plus efficace. L'intervenante pense qu'il ne faut pas limiter l'effet de la suspension dans le temps car, dans la pratique, les parties ne demandent pas les devoirs de manière groupée. Chaque fois que l'affaire est fixée devant la chambre du conseil, elles demandent de nouveaux devoirs. Il n'est pas rare que plusieurs années s'écoulent entre le moment où l'instruction est clôturée et le moment où elle est traitée au fond. Le projet à l'examen vise à lutter contre ces dérives.

[...]

La ministre souligne que la suspension ne préjudicie aucune partie. Le souhait de toutes les parties à la cause est de permettre au juge de disposer de toutes les informations, à charge et à décharge. Si une demande légitime d'actes d'instruction complémentaires est formulée, cela ne lésera personne. Par contre, la multiplication des demandes peut conduire à des abus auxquels les magistrats sont régulièrement confrontés. Cela préjudicie la partie civile ainsi que la collectivité. C'est à ce type d'abus de demandes que la disposition en projet veut mettre fin. La suspension de la prescription aura pour effet de limiter le nombre de demandes » (*ibid.*, pp. 5-6).

Plus loin, la ministre a encore précisé :

« le projet de loi ne modifie pas la question de la prescription lorsque les devoirs sont sollicités par le ministère public. Par contre, dans l'hypothèse où les parties (l'inculpé ou la partie civile) sollicitent, à de multiples reprises, de nouveaux devoirs qui provoquent un allongement de la procédure pouvant amener à un dépassement du délai raisonnable, il est prévu de suspendre la prescription pendant la durée s'écoulant entre la date de la demande de nouveaux devoirs et la décision du juge d'instruction (ou, en cas d'appel, de la chambre des mises en accusation) et pendant la durée nécessaire à l'exécution de ces devoirs. Ce délai de suspension ne va pas à l'encontre de l'intérêt des parties puisque le but est de permettre au juge d'être en possession de tous les éléments du dossier, à charge et à décharge, afin de pouvoir trancher. Il s'agit donc d'empêcher que la prescription ne soit acquise dans un dossier où les parties auraient sollicité des devoirs complémentaires à de multiples reprises. Enfin, il faut souligner qu'il n'est pas possible d'interdire aux parties de solliciter des devoirs complémentaires et que, par conséquent, une décision du juge ou de la chambre des mises en accusation sera toujours nécessaire » (*ibid.*, p. 7).

B.4.1. L'alinéa 3 nouveau de l'article 24 du titre préliminaire du Code de procédure pénale, tel qu'il a été modifié par l'article 7 de la loi attaquée, dispose que, dans la phase du règlement de la procédure, la prescription de l'action publique est suspendue dans l'hypothèse où une demande de devoirs d'instruction complémentaires est introduite par un inculpé ou une partie civile conformément aux articles 61quinquies et 127, § 3, du Code d'instruction criminelle, entre la date d'envoi aux parties de l'avis de fixation de la première audience du règlement de la procédure de la chambre du conseil et cette audience. En ce cas, le règlement de la procédure est suspendu jusqu'à ce que la demande ait été définitivement traitée.

Bien que les travaux préparatoires puissent induire en erreur sur ce point, la disposition s'applique aussi dans le cadre du règlement de la procédure lorsque des actes d'enquête complémentaires sont décidés d'office par le juge d'instruction ou par la chambre des mises en accusation réglant la procédure. Le texte de la disposition s'oppose à toute autre interprétation.

En revanche, cette cause de suspension ne s'applique pas lorsque des devoirs complémentaires sont sollicités durant l'instruction (article 61quinquies du Code d'instruction criminelle) ou lorsque le procureur du Roi requiert l'accomplissement d'autres devoirs complémentaires après avoir reçu le dossier en communication (article 127, § 1^{er}, du Code d'instruction criminelle).

B.4.2. Le fait que la requête ait été acceptée ou rejetée est indifférent, la suspension de la prescription de l'action publique jouant dans les deux cas.

B.4.3. La prescription de l'action publique est suspendue à dater de la première audience de la chambre du conseil qui aurait dû statuer sur le règlement de la procédure jusqu'à la veille de la prochaine audience de cette juridiction à laquelle le règlement de la procédure sera repris sans que la durée ne puisse excéder un an. En revanche, il ressort des travaux préparatoires précités que la durée maximum d'un an s'applique pour chaque demande d'investigation complémentaire et non au total.

B.5. La seconde cause de suspension de la prescription instaurée par l'article 7 de la loi précitée du 14 janvier 2013 s'applique dans la phase du jugement lorsqu'une juridiction de fond décide de surseoir à statuer en vue d'accomplir ou de faire accomplir des devoirs d'instruction complémentaires et ce, que cette décision procède de sa propre initiative ou qu'elle émane d'une des parties à la cause, dont le ministère public. Dans ce cas aussi, la prescription de l'action publique est suspendue pendant une durée maximum d'un an.

Quant à l'intérêt de la partie requérante dans l'affaire n° 5702

B.6.1. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée.

B.6.2. Le Conseil des ministres conteste l'intérêt à agir de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone (OBFG) au motif que la disposition attaquée ne toucherait pas aux missions qui lui sont attribuées. Le principe de spécialité ne serait pas respecté; la disposition ne concernerait ni la profession d'avocat, ni les droits de la défense et l'égalité des armes dans le procès pénal.

B.6.3. L'OBFG a notamment pour tâche de prendre des initiatives et mesures utiles pour la défense des intérêts des justiciables (article 495, alinéas 2 et 3, du Code judiciaire).

La partie requérante dispose de l'intérêt requis pour introduire un recours en annulation contre une disposition législative qui, en introduisant de nouvelles causes de suspension de la prescription de l'action publique, est susceptible de porter atteinte aux droits de certains des justiciables dont elle est chargée de défendre les intérêts.

L'exception est rejetée.

Quant au fond

En ce qui concerne le respect des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme (affaires n°s 5702, 5704 et 5778) et avec les articles 14.1 et 14.3 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (affaires n°s 5702 et 5778)

B.7.1. Les parties requérantes reprochent à la disposition attaquée soit de faire plusieurs différences de traitement entre plusieurs catégories de personnes, soit de traiter de la même manière des catégories de personnes se trouvant dans des situations différentes et ce, en violation des articles 10 et 11 de la Constitution.

En substance, elles considèrent que les causes de suspension visées à l'article 7 attaqué ne résulteraient ni des faits reprochés à l'inculpé ou au prévenu ni même de leur situation personnelle ou de celle des parties civiles mais exclusivement de l'incomplétude du dossier répressif, ce qui justifierait que l'une ou l'autre de ces parties sollicite, à bon droit, des devoirs d'instruction complémentaires. Dans ce cas, les causes de suspension dépendraient de l'attitude des autorités chargées de l'instruction.

B.7.2. Il en résulterait que la disposition attaquée traiterait différemment les justiciables selon le moment de la demande de réalisation d'actes d'instruction. En effet, la prescription n'est suspendue que lorsque la demande de devoirs d'instruction complémentaires intervient au stade du règlement de la procédure et ce, même si elle est accueillie favorablement, alors que cette cause de suspension n'existe pas pour une demande sollicitée au cours de l'instruction.

De même, l'application de l'article 7 attaqué, dans la phase de jugement, aurait pour effet, selon que le justiciable aura fait l'objet ou non d'une information ou d'une instruction complète et suffisante, de traiter de la même manière les prévenus sans tenir compte de ce que les devoirs d'instruction complémentaires devant la juridiction de jugement auront été sollicités par le ministère public, décidés d'office par la juridiction de jugement, ou sollicités par les autres parties, qu'il s'agisse de l'inculpé, de la partie civile ou de la partie civilement responsable.

Il n'y aurait, selon les parties requérantes, aucune justification raisonnable à pareilles identités de traitement qui seraient en outre disproportionnées au regard de l'objectif recherché.

B.7.3. Le Conseil des ministres soutient que la disposition attaquée se justifie au regard du double objectif poursuivi par le législateur, à savoir, d'une part, éviter que les inculpés n'abusent de la possibilité de demander des actes d'instruction complémentaires à des fins purement dilatoires et, d'autre part, permettre à la justice d'être plus efficace. Dans l'affaire n° 5704, il ajoute que, de toute façon, la différence de traitement ne résulte pas de la disposition attaquée mais de l'absence d'une suspension du délai de prescription lors du traitement des actes d'instruction complémentaires au cours de l'instruction.

B.8.1. Il ressort des travaux préparatoires des lois du 30 mars 1891, du 30 mai 1961 et du 24 décembre 1993 que le législateur a estimé que, en matière pénale, l'auteur d'une infraction ne devait plus être poursuivi après l'écoulement de délais qui varient avec la gravité de l'infraction, afin de lui garantir le droit à l'oubli (*Pasin.*, 1891, p. 176), d'assurer la sécurité juridique et d'éviter que la paix publique restaurée dans l'intervalle soit à nouveau perturbée (*Doc. parl.*, Sénat, 1956-1957, n° 232, p. 2; *Doc. parl.*, Chambre, 1993-1994, n° 1211/1, p. 4).

Il découle de cette constatation que la prescription vise tant à protéger la personne suspectée d'une infraction contre des poursuites tardives qu'à préserver l'ordre social en déterminant le moment à partir duquel la sécurité juridique et la paix sociale doivent l'emporter sur la poursuite des infractions.

B.8.2. Comme l'a relevé la Cour européenne des droits de l'homme, « la prescription peut se définir comme le droit accordé par la loi à l'auteur d'une infraction de ne plus être poursuivi ni jugé après l'écoulement d'un certain délai depuis la réalisation des faits. Les délais de prescription, qui sont un trait commun aux systèmes juridiques des Etats contractants, ont plusieurs finalités, parmi lesquelles garantir la sécurité juridique en fixant un terme aux actions et empêcher une atteinte aux droits de la défense qui pourraient être compromis si les tribunaux étaient appelés à se prononcer sur le fondement d'éléments de preuve qui seraient incomplets en raison du temps écoulé (arrêt *Stubblings et autres c. Royaume-Uni* du 22 octobre 1996, *Recueil* 1996-IV, pp. 1502-1503, § 51) » (CEDH, 22 juin 2000, *Coëme et al. c. Belgique*, § 146).

B.8.3. La fixation du délai de prescription et des conditions d'application de celui-ci incombe au législateur. Il dispose, en la matière, d'un large pouvoir d'appréciation.

Lors de l'élaboration de la loi du 11 décembre 1998, qui prévoyait une nouvelle cause de suspension en matière de prescription de l'action publique, il a été souligné que le droit belge relatif à la prescription de l'action publique était particulièrement favorable à l'inculpé (*Doc. parl.*, Chambre, 1997-1998, n° 1387/6, p. 3). La cause de suspension instaurée a été abrogée par la loi du 16 juillet 2002.

B.8.4. En adoptant la disposition attaquée, le législateur entendait apporter une réponse aux conclusions d'une commission d'enquête parlementaire dont il ressortait que, dans un certain nombre de cas, le régime de prescription existant n'était pas suffisant pour clore l'enquête requise dans le délai de prescription impart.

Le souhait était aussi de mettre fin aux manœuvres dilatoires de certains inculpés et prévenus dans des dossiers financiers et fiscaux d'une certaine ampleur, de sorte que l'on puisse réellement lutter contre l'impunité dont bénéficieraient ces personnes. Au cours des travaux préparatoires, le législateur a généralisé cet objectif et déclaré les deux nouvelles causes de suspension du délai de prescription applicables à toutes les infractions pénales. A cet égard, il a été rappelé que la mesure « s'inscrit dans le cadre de la lutte globale contre les délais déraisonnables » (*Doc. parl.*, Sénat, 2012-2013, n° 5-1887/3, p. 5).

Le législateur aurait pu, comme il l'a déjà fait, augmenter les délais de prescription de manière générale. Toutefois, par la disposition attaquée, il a préféré se limiter à prévoir de nouvelles causes de suspension de la prescription, lorsque des devoirs d'instruction complémentaires sont demandés ou ordonnés, dans les conditions fixées par cette disposition.

B.8.5. Bien qu'il dispose d'un large pouvoir d'appréciation pour fixer les règles de la prescription, le législateur doit respecter le principe d'égalité et de non-discrimination garanti par les articles 10 et 11 de la Constitution.

Le principe d'égalité et de non-discrimination n'exclut pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée. Ce principe s'oppose, par ailleurs, à ce que soient traitées de manière identique, sans qu'apparaisse une justification raisonnable, des catégories de personnes se trouvant dans des situations qui, au regard de la mesure considérée, sont essentiellement différentes.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité et de non-discrimination est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.8.6. Compte tenu de l'objectif qu'il poursuit, le législateur a pu raisonnablement n'octroyer un effet suspensif de la prescription qu'aux demandes de devoirs d'instruction complémentaires formulées par l'inculpé en vertu de l'article 127, § 3, du Code d'instruction criminelle, à la différence de celles qu'il formule en cours d'instruction.

L'inculpé est en effet incité, de la sorte, à solliciter au cours de l'instruction les devoirs d'enquête complémentaires qu'il estime devoir être réalisés et dissuadé de différer ses demandes jusqu'au stade du règlement de la procédure. Il n'est pas déraisonnable de requérir de l'inculpé, qui a accès au dossier notamment dans les conditions fixées par l'article 61ter du Code d'instruction criminelle, qu'il fasse preuve de diligence dans le suivi de l'instruction dont il fait l'objet, ni d'entraver les éventuelles manœuvres dilatoires dont il se rendrait coupable en attendant le règlement de la procédure pour chercher à compléter l'instruction à l'aide de nouveaux devoirs, dans le seul but de retarder son éventuel renvoi devant la juridiction de jugement afin d'obtenir l'expiration du délai de prescription.

B.8.7. Il s'ensuit que le législateur a pu, sans méconnaître le principe d'égalité et de non-discrimination, traiter différemment l'inculpé selon le moment où il formule sa demande d'actes d'instruction complémentaires.

B.9.1. Il est encore reproché à la disposition attaquée de traiter de façon identique la demande d'acte d'instruction complémentaire qui émane de l'inculpé au cours du règlement de la procédure, qu'il y ait été répondu positivement ou non.

B.9.2. Il ne peut cependant être exigé du législateur qu'il différencie les devoirs d'enquête sollicités au stade du règlement de la procédure par l'inculpé selon que ceux-ci sont ou non utiles à l'instruction. En effet, qu'elles aient été ou non accueillies favorablement, de telles demandes introduites par l'inculpé au stade du règlement de la procédure peuvent poursuivre un objectif purement dilatoire si bien qu'une distinction en la matière aurait pu sensiblement nuire à la cohérence de la mesure attaquée par rapport à l'objectif qu'elle poursuit. Le législateur n'interdit d'ailleurs pas à l'inculpé de formuler de telles demandes, qui doivent être examinées avec sérieux et diligence, mais se borne à suspendre le délai de prescription au cours de l'examen de ces demandes et de la réalisation éventuelle des actes d'instruction sollicités.

B.10. Il est aussi reproché à la disposition attaquée de traiter de façon identique les demandes d'actes d'instruction complémentaires, qu'elles émanent de l'inculpé ou de la partie civile, ou qu'elles soient ordonnées par le juge d'instruction, la chambre des mises en accusation ou la juridiction de jugement.

B.11.1. Il n'est pas raisonnablement justifié de prévoir que les demandes de devoirs d'instruction complémentaires introduites au stade du règlement de la procédure par la partie civile suspendent le délai de prescription de l'action publique. En effet, de la même manière que l'inculpé, il est attendu de la partie civile, qui a le même accès au dossier que l'inculpé non détenu, qu'elle suive avec la diligence nécessaire l'instruction qui la concerne et qu'elle sollicite le plus rapidement possible les devoirs d'enquête complémentaires qu'elle estime devoir être réalisés. Compte tenu de l'effet suspensif de la prescription attaché à la demande de devoirs d'instruction complémentaires introduite par l'inculpé au stade du règlement de la procédure, il ne se justifie pas qu'une même mesure soit adoptée à l'égard des demandes introduites par la partie civile à ce stade de la procédure, leur intérêt quant au cours de la prescription étant opposé.

Puisqu'il en a été décidé ainsi à l'égard de l'inculpé, la partie civile devrait, elle aussi, être incitée à collaborer à l'instruction en cours et être dissuadée de différer ses demandes de devoirs d'instruction complémentaires jusqu'au stade du règlement de la procédure. Or, en accordant un effet suspensif à ces seules dernières demandes, le législateur aboutit au contraire à ce que la partie civile soit encouragée à attendre le règlement de la procédure afin de solliciter la réalisation d'actes d'instruction complémentaires, lorsque le risque existe que l'instruction ne puisse être close avant l'expiration du délai de prescription.

B.11.2. Il s'ensuit que le législateur a méconnu les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en traitant de la même manière, quant à leur impact sur le cours de la prescription de l'action publique, la demande d'actes d'instruction complémentaires formulée, au stade du règlement de la procédure, par l'inculpé, d'une part, et par la partie civile, d'autre part.

B.12.1. La Cour doit encore examiner la compatibilité, avec les articles 10 et 11 de la Constitution, lus ou non en combinaison avec les dispositions conventionnelles précitées, de la disposition attaquée en ce que le délai de prescription est suspendu tant lorsque des actes d'instruction complémentaires sont décidés par le juge d'instruction, la chambre des mises en accusation ou la juridiction de jugement, que lorsque ces actes sont sollicités par l'inculpé.

A la différence de la partie civile, le juge d'instruction, la chambre des mises en accusation et la juridiction de jugement n'ont pas un intérêt opposé à celui de l'inculpé en ce qui concerne l'écoulement du délai de prescription. En effet, ces autorités judiciaires statuent en toute impartialité et ne sont pas l'adversaire de l'inculpé, à la différence de la partie civile et du ministère public.

B.12.2. Néanmoins, il appartient au juge d'instruction de ne communiquer le dossier au procureur du Roi que lorsqu'il considère que son instruction est close, soit uniquement à compter du moment où, à son estime, il a accompli l'ensemble des actes d'instruction nécessaires à la manifestation de la vérité.

En octroyant un effet suspensif aux actes d'instruction complémentaires ordonnés par le juge d'instruction d'office ou à la demande d'une autre partie que l'inculpé au stade du règlement de la procédure, le législateur pourrait permettre au juge d'instruction de différer l'accomplissement de certains devoirs lorsqu'existe le risque que son instruction soit close. La possibilité est dès lors laissée au juge d'instruction d'allonger le délai dans lequel il est appelé à instruire à charge et à décharge.

Cet allongement du délai de prescription relève de la seule autorité du juge d'instruction et peut s'avérer considérable. En effet, le législateur n'a pas limité l'accumulation des actes d'instruction qui, au stade du règlement de la procédure, permettent, pour chacun d'entre eux, une suspension du délai de prescription qui peut aller jusqu'à un an.

B.12.3. Une telle faculté offerte au juge d'instruction pourrait dès lors porter atteinte de manière disproportionnée aux droits de l'inculpé.

B.12.4. La suspension du délai de prescription qui découle de l'arrêt de la chambre des mises en accusation ou de la décision de la juridiction de jugement qui ordonnent des actes d'instruction complémentaires, n'est pas davantage raisonnablement justifiée.

En effet, dans ces hypothèses également, il ne pourrait être exclu que le magistrat instructeur, constatant que l'expiration du délai de prescription est imminente, close le dossier alors que la chambre des mises en accusation ou la juridiction de jugement pourraient toujours par la suite ordonner des devoirs d'enquête complémentaires et prolonger ainsi sans difficulté le traitement du dossier.

B.12.5. Par ailleurs, lorsque le prévenu est cité directement devant la juridiction de jugement par le ministère public, la nécessité de réaliser des devoirs d'enquête complémentaires, à laquelle la juridiction de jugement s'estime confrontée, découle de ce que le dossier répressif, transmis par le ministère public, est incomplet.

Or, il ne peut être raisonnablement justifié de défavoriser un prévenu cité directement par le ministère public au motif que le dossier répressif sur la base duquel la citation directe est fondée est incomplet.

B.13. Il s'ensuit que le législateur a méconnu les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en traitant de la même manière, quant à leur impact sur le cours de la prescription de l'action publique, la demande d'actes d'instruction complémentaires formulée, au stade du règlement de la procédure, par l'inculpé, d'une part, et les actes d'instruction complémentaires ordonnés, au stade du règlement de la procédure, par le juge d'instruction, la chambre des mises en accusation ainsi que par la juridiction de jugement, d'autre part.

B.14. Le moyen est fondé dans cette mesure.

B.15. La disposition attaquée doit être annulée mais uniquement dans la mesure où elle a pour effet de suspendre la prescription de l'action publique lorsque, dans le cadre du règlement de la procédure, le juge d'instruction ou la chambre des mises en accusation décident que des actes d'instruction doivent être accomplis, lorsque la chambre du conseil, dans le cadre du règlement de la procédure, ne peut régler la procédure à la suite d'une requête introduite par la partie civile conformément aux articles 61quinquies et 127, § 3, du Code d'instruction criminelle et lorsque la juridiction de jugement sursoit à l'instruction de l'affaire en vue d'accomplir des actes d'instruction complémentaires.

B.16. Afin d'éviter les difficultés qui pourraient découler de cette annulation pour des affaires pénales encore pendantes ou qui ont déjà fait l'objet d'une décision définitive, il convient, en application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, de maintenir les effets de la disposition annulée jusqu'à ce que le législateur ait fait entrer en vigueur une modification législative répondant aux inconstitutionnalités constatées en B.15, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2016.

En ce qui concerne l'application de la disposition en cause dans le temps (affaires n^{os} 5704 et 5778)

B.17. Le juge *a quo*, dans l'affaire n^o 5778, interroge notamment la Cour sur le point de savoir si, en conférant un effet suspensif de la prescription de l'action publique à la requête en devoirs d'instruction complémentaires que l'inculpé ou le co-inculpé a déposée à une époque où cette requête n'avait pas cet effet et où il n'était pas possible qu'elle l'ait, la disposition en cause ne porterait pas atteinte à la garantie de non-rétroactivité des dispositions législatives, sans que ceci soit justifié par une circonstance exceptionnelle ou un motif d'intérêt général.

Outre les autres critiques, la partie requérante dans l'affaire n^o 5704 formule aussi un tel grief.

B.18.1. La loi qui, comme en l'espèce, introduit une nouvelle cause de suspension n'est ni une loi qui établit une nouvelle infraction ni une loi qui détermine le taux de la peine. Il s'agit d'une loi de procédure qui s'applique, dès son entrée en vigueur, à toute action publique, même née avant cette entrée en vigueur, pour autant que l'action publique n'était pas prescrite à cette date.

B.18.2. Sans doute les conditions auxquelles la prescription était acquise en vertu de la loi en vigueur au moment des faits peuvent-elles faire naître l'expectative d'une prescription dans le délai fixé par cette loi. La différence de traitement critiquée est alors celle qui affecte les prévenus dont les attentes suscitées par la loi ancienne sont déjouées par la loi nouvelle. Une telle critique revient à faire grief à celle-ci de n'avoir pas prévu de régime transitoire.

B.18.3. Il eût été concevable de prendre de telles attentes en considération par une généralisation du souci que le législateur manifeste dans une hypothèse à certains égards analogue lorsqu'il dispose, dans l'article 2 du Code pénal, que « nulle infraction ne peut être punie de peines qui n'étaient pas portées par la loi avant que l'infraction fût commise ». Mais alors que l'insécurité juridique résultant de l'introduction de peines qui n'étaient pas prévues au moment où l'infraction a été commise n'est pas susceptible de justification, il en va autrement de l'insécurité qui tient à ce qu'une infraction, déjà punissable au moment où elle est commise, peut encore être punie des mêmes peines après l'expiration du délai escompté, même si les attentes de l'inculpé sont ainsi déjouées (voy. dans le même sens : CEDH, 22 juin 2000, *Coëme e.a. c. Belgique*, § § 149-151).

B.18.4.1. Les motifs qui justifient le fait que le législateur ait pu traiter différemment l'inculpé selon le moment où il formule sa demande d'actes d'instruction complémentaires justifient aussi le fait que le législateur n'ait pas prévu de mesure transitoire. En effet, la demande d'actes d'instruction complémentaires peut raisonnablement être présumée avoir été introduite pour compléter le dossier, dans le but de faciliter la manifestation de la vérité, et non pour faire expirer le délai de prescription et éviter le procès au fond.

Le fait que l'inculpé ignorait que sa demande de devoirs d'instruction complémentaires puisse suspendre la prescription n'est pas de nature à porter atteinte à son attente légitime que le dossier soit complété comme il le souhaite. En revanche, le but dilatoire qu'il aurait éventuellement poursuivi ne peut être considéré comme une attente légitime.

B.18.4.2. Il en va également ainsi même si la demande d'actes d'instruction complémentaires a été formulée par un autre inculpé, étant donné qu'« en principe, les obstacles légaux à l'instruction de l'action publique à l'égard d'un prévenu suspendent la prescription de l'action publique aussi à l'égard des autres prévenus, lorsqu'il s'agit d'un même fait ou de faits connexes » (voir Cass., 27 septembre 2011, *Pas.*, 2011, n^o 501).

B.18.5. En ne prévoyant pas de mesure transitoire, la disposition en cause n'est pas incompatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les dispositions et principes cités dans le grief et dans la question préjudicielle.

B.19. Il découle de ce qui précède que le grief allégué n'est pas fondé et que la dernière partie de la question préjudicielle posée dans l'affaire n° 5778 appelle une réponse négative.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 7 de la loi du 14 janvier 2013 portant des dispositions fiscales et autres en matière de justice, tel qu'il a été modifié par l'article 3 de la loi du 25 avril 2014 portant des dispositions diverses en matière de Justice, mais uniquement dans la mesure où il a pour effet de suspendre la prescription de l'action publique lorsque, dans le cadre du règlement de la procédure, le juge d'instruction ou la chambre des mises en accusation décident que des actes d'instruction complémentaires doivent être accomplis, lorsque la chambre du conseil, dans le cadre du règlement de la procédure, ne peut régler la procédure à la suite d'une requête introduite par la partie civile conformément aux articles 61quinquies et 127, § 3, du Code d'instruction criminelle et lorsque la juridiction de jugement sursoit à l'instruction de l'affaire en vue d'accomplir des actes d'instruction complémentaires;

- rejette les recours pour le surplus;

- maintient les effets de la disposition annulée jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle disposition législative, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2016;

- dit pour droit :

En ne prévoyant pas de mesure transitoire, l'article 7 de la loi précitée du 14 janvier 2013 ne viole pas les articles 10, 11 et 12 de la Constitution, combinés ou non avec les principes de légalité et de sécurité juridique, avec les articles 14.1 et 14.3 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et avec les articles 6.1 et 6.3, *b*), *c*) et *d*), de la Convention européenne des droits de l'homme.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 11 juin 2015.

Le greffier,

F. Meersschaut

Le président,

J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2015/203124]

Uittreksel uit arrest nr. 83/2015 van 11 juni 2015

Rolnummers : 5702, 5704 en 5778

In zake : - de beroepen tot vernietiging van artikel 7 van de wet van 14 januari 2013 houdende fiscale en andere bepalingen betreffende justitie, ingesteld door de « Ordre des barreaux francophones et germanophone » en door K. V.M.;

- de prejudiciële vraag betreffende artikel 7 van de wet van 14 januari 2013 houdende fiscale en andere bepalingen betreffende justitie, gesteld door het Hof van Beroep te Brussel.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en A. Alen, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet en R. Leysen, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en van de prejudiciële vraag en rechtspleging*

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 29 juli 2013 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 30 juli 2013, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 7 van de wet van 14 januari 2013 houdende fiscale en andere bepalingen betreffende justitie (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 januari 2013, tweede editie) door de « Ordre des barreaux francophones et germanophone », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. V. Letellier, advocaat bij de balie te Brussel.

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 31 juli 2013 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 1 augustus 2013, heeft K. V.M., bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. H. Rieder, advocaat bij de balie te Gent, beroep tot vernietiging ingesteld van dezelfde wetsbepaling.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 5702 en 5704 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

c. Bij arrest van 18 december 2013 in zake het openbaar ministerie tegen Alexandre Chalaguine en anderen, waarvan de expeditie ter griffie van het Hof is ingekomen op 23 december 2013, heeft het Hof van Beroep te Brussel de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schendt artikel 7 van de wet van 14 januari 2013 [houdende fiscale en andere bepalingen betreffende justitie], dat artikel 24 van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering wijzigt, de artikelen 10, 11 en 12 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met het wettigheidsbeginsel en het beginsel van rechtszekerheid, artikel 14, leden 1 en 3, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten en de artikelen 6.1 en 6.3, *b*), *c*) en *d*), van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in zoverre het :

- niet zou tegemoetkomen aan de vereiste van voorzienbaarheid van de wet inzake de strafrechtspleging, door de duur van de verjaringstermijn te doen afhangen van de mate waarin het strafdossier volledig is en dus van de kwaliteit van het gerechtelijk onderzoek of van het opsporingsonderzoek, naargelang men zich bevindt in het stadium van het afsluiten van het gerechtelijk onderzoek of voor het vonnisgerecht;

- een niet redelijk verantwoorde discriminatie zou invoeren tussen, enerzijds, de verdachte die het voorwerp uitmaakt van een regeling van de rechtspleging na afloop van een volledig gerechtelijk onderzoek en die het verloop van de verjaring zal hebben genoten tijdens het hele gerechtelijk onderzoek, en, anderzijds, de verdachte die wordt geconfronteerd met een onvolledig dossier in het stadium van de regeling van de rechtspleging en aan wie het verloop van de verjaring, gedurende de tijd die nodig is voor het verrichten van de bijkomende onderzoekshandelingen, zal worden ontzegd;

- een niet redelijk verantwoorde discriminatie zou invoeren tussen, enerzijds, de verdachte die tijdens het gerechtelijk onderzoek om bijkomende onderzoekshandelingen heeft verzocht en voor wie geen enkele grond voor de schorsing van de strafvordering zal gelden, en, anderzijds, de personen die, na kennis te hebben genomen van het strafdossier bij de regeling van de rechtspleging, worden geconfronteerd met een schorsing van de verjaringstermijn van de strafvordering, waardoor hun recht op een eerlijk proces, dat de verplichting omvat om binnen een redelijke termijn te worden berecht, aldus wordt aangetast;

- verschillen in behandeling zou invoeren die niet voortvloeien uit de feiten die de beklaagde zou hebben gepleegd, noch uit de persoonlijke situatie van die laatstgenoemde of die van de burgerlijke partijen, maar uit een element dat losstaat van de partijen, namelijk de - geobjectiveerde - onvolledigheid van het strafdossier op het ogenblik dat de procureur des Konings zijn vorderingen tot verwijzing opmaakt of rechtstreeks dagvaardt;

- door een schorsende werking van de verjaring van de strafvordering toe te kennen aan het verzoek om bijkomende onderzoekshandelingen dat de verdachte of een medeverdachte heeft ingediend op een ogenblik dat die rechtshandeling die werking niet had en dat niet kon worden voorzien dat zij die zou hebben, afbreuk zou doen aan de waarborg van niet-retroactiviteit van de wetbepalingen, zonder te worden verantwoord door een uitzonderlijke omstandigheid of een toereikende en/of aanvaardbare dwingende reden van algemeen belang ? ».

Die zaak is ingeschreven onder nummer 5778 van de rol van het Hof.

(...)

III. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de in het geding zijnde bepaling

B.1.1. De beroepen in de zaken nrs. 5702 en 5704 strekken tot de vernietiging van artikel 7 van de wet van 14 januari 2013 houdende fiscale en andere bepalingen betreffende justitie.

B.1.2. Artikel 7 van de wet van 14 januari 2013, zoals gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 25 april 2014 houdende diverse bepalingen betreffende Justitie, vult artikel 24 van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering aan met twee leden die luiden als volgt :

« De verjaring van de strafvordering is geschorst telkens als, in het kader van de regeling van de rechtspleging, door de onderzoeksrechter of door de kamer van inbeschuldigingstelling wordt beslist dat bijkomende onderzoekshandelingen moeten worden verricht. Hetzelfde geldt telkens als de raadkamer in het kader van de regeling van de rechtspleging, ingevolge een overeenkomstig de artikelen 61*quinquies* en 127, § 3, van het Wetboek van strafvordering ingediend verzoek, de rechtspleging niet kan regelen. De schorsing gaat in op de dag van de eerste zitting voor de raadkamer die vastgesteld werd met het oog op de regeling van de rechtspleging, zowel wanneer het verzoek geweigerd dan wel ingewilligd werd, en eindigt de dag voor de eerste zitting waarop de regeling van de rechtspleging door het onderzoeksgerecht wordt hervat, zonder dat elke schorsing evenwel langer dan een jaar mag duren.

De verjaring van de strafvordering is geschorst telkens als de behandeling van de zaak door het vonnisgerecht wordt uitgesteld met het oog op het verrichten van bijkomende onderzoekshandelingen. In dat geval is de verjaring geschorst vanaf de dag waarop het vonnisgerecht beslist om de zaak uit te stellen tot op de dag voor de eerste terechtzitting waarop de behandeling van de zaak door het vonnisgerecht wordt hervat, zonder dat elke schorsing van de verjaring evenwel langer dan een jaar mag duren ».

B.2. De bestreden bepaling voert twee nieuwe gronden voor de schorsing van de strafvordering in, wegens bijkomende onderzoekshandelingen waarom, enerzijds, in het kader van de regeling van de rechtspleging en, anderzijds, in het kader van het onderzoek ten gronde van de zaak, door de strafrechten wordt verzocht of waartoe door hen is besloten.

B.3.1. Door twee nieuwe schorsingsgronden in de fase van de regeling van de rechtspleging en in de vonnisfase in te voeren, heeft de wetgever gevolg willen geven aan het verslag van 7 mei 2009 van de parlementaire onderzoekscommissie naar de grote fiscale fraude-dossiers (*Parl. St.*, Kamer, 2008-2009, DOC 52-0034/004). In de parlementaire voorbereiding staat te lezen :

« [Bijna] alle door de [parlementaire onderzoekscommissie] gehoorde magistraten [hebben] de misbruiken [...] aangeklaagd welke worden veroorzaakt door de wet-Franchimont, die bij 80 % van de dossiers over financiële aangelegenheden een middel is geworden om de rechtspleging te doen aanslepen. Zo is het volgens het verslag van de commissie vaak het geval dat inverdenkinggestelden net vóór de zitting van de raadkamer om bijkomende onderzoekshandelingen verzoeken, met als enig doel de rechtspleging te vertragen. Op die manier verkrijgen zij verdagingen en uitstel met verscheidene maanden. Naar aanleiding van deze vaststelling heeft de commissie in haar aanbevelingen onder nummer 28, E voorgesteld om de verjaring van de strafvordering te schorsen tijdens de termijn waarbinnen de bijkomende onderzoekshandelingen worden uitgevoerd » (*Parl. St.*, Kamer, 2011-2012, DOC 53-2430/001, p. 6).

B.3.2. De bestreden bepaling, die in aansluiting op dat verslag is aangenomen, is van toepassing op alle misdrijven. Een senator vond het « merkwaardig dat de invoering van een concrete maatregel inzake fiscale fraude leidt tot een wijziging van het Wetboek van strafvordering » (*Parl. St.*, Senaat, 2012-2013, nr. 5-1887/3, p. 4).

Hij voegde eraan toe :

« Men komt dus naar aanleiding van een concreet dossier, op een inductieve manier, tot een wijziging van het Wetboek van strafvordering. De verjaring wordt uitgebreid telkens er bijkomende onderzoekshandelingen worden verricht. De rechten van verdediging worden hierdoor op een ernstige manier beïnvloed » (*ibid.*).

Op die kritiek heeft de minister geantwoord :

« [De] voorgestelde regeling [is] niet beperkt [...] tot fiscale zaken, maar [is] wel van toepassing [...] op alle misdrijven. Er is inderdaad een effect op alle misdrijven, maar dit kadert in de globale strijd tegen de onredelijke termijnen. De schorsing geldt wel enkel als de bijkomende onderzoekshandeling wordt verricht op verzoek van één der partijen en dus niet bij de ambtshalve tussenkomst van de rechter » (*ibid.*, p. 5).

Aangezien dezelfde spreker erop wees dat geenszins werd gepreciseerd dat « de regeling enkel geldt bij verzoek van de partijen en niet bij ambtshalve tussenkomst » (*ibid.*), antwoordde de minister :

« [We bevinden] ons [...] in het stadium van de procedure waarin de onderzoeksrechter zijn onderzoek heeft beëindigd. Hij bezorgt het dossier aan het openbaar ministerie opdat het vorderingen kan instellen. Zodra het openbaar ministerie de vorderingen heeft ingesteld, wordt het dossier opnieuw aan de onderzoeksrechter bezorgd om te bepalen wanneer de zaak in de raadkamer behandeld wordt. In dit stadium van de procedure hebben de partijen inzage in het dossier en kunnen zij om bijkomende onderzoekshandelingen verzoeken. In de praktijk misbruiken sommigen de procedure waarbij zij een reeks bijkomende onderzoekshandelingen vragen om de rechtspleging te vertragen. Zij hopen om uiteindelijk voor het vonnisgerecht de overschrijding van de redelijke termijn te kunnen aanvoeren en zo veroordeling te ontlopen.

Het wetsontwerp beoogt een beperking van het oneigenlijke verzoek om onderzoekshandelingen dat bij de onderzoeksrechter wordt ingediend om het onderzoek op een onredelijke wijze te vertragen. In de pers verschijnen vaak berichten over gerechtelijke beslissingen waarbij geen veroordeling wordt uitgesproken omdat de redelijke

termijn overschreden is. Dankzij voorliggende ontwerpbeplanning kan er voor alle procedures, en meer bepaald in fiscale aangelegenheden, werk worden gemaakt van een doeltreffendere rechtsbedeling. Spreekster meent dat de duur van de schorsing niet moet worden beperkt aangezien de partijen in de praktijk de verzoeken om onderzoekshandelingen niet groeperen. Telkens als bepaald wordt wanneer de zaak voor de raadkamer komt, verzoeken de partijen om nieuwe onderzoekshandelingen. Niet zelden verlopen er jaren tussen het moment van de afsluiting van het onderzoek en het moment waarop het onderzoek ten gronde wordt behandeld. Dit ontwerp wil de strijd aanbinden tegen deze misbruiken.

[...]

De minister benadrukt dat de schorsing geen enkele partij benadeelt. Alle betrokken partijen willen de rechter in staat stellen om over alle informatie te beschikken zowel *à charge* als *à décharge*. Indien er terecht om bijkomende onderzoekshandelingen wordt verzocht, dan zal niemand daar nadeel van ondervinden. Het toenemend aantal verzoeken kan daarentegen leiden tot misbruiken waarmee magistraten geregeld worden geconfronteerd. Dat is nadelig voor de burgerlijke partij en de maatschappij. Het is aan dit soort misbruiken dat de ontwerpbeplanning een einde wil maken. De schorsing van de verjaring zal tot gevolg hebben dat het aantal verzoeken beperkt zal blijven » (*ibid.*, pp. 5-6).

Verder heeft de minister eveneens gepreciseerd :

« Het wetsontwerp wijzigt [...] niets wat de verjaring betreft wanneer de onderzoeksdaaden worden aangevraagd door het openbaar ministerie. Indien één der partijen echter (de verdachte of de burgerlijke partij) herhaaldelijk nieuwe onderzoeksdaaden aanvraagt die de procedure zodanig verlengen dat men zou kunnen spreken van een onredelijke termijn, wordt het mogelijk de verjaring van de strafvordering te schorsen, vanaf de datum waarop de nieuwe onderzoeksdaaden zijn aangevraagd en de onderzoeksrechter hierover heeft beslist (of, in geval van beroep, de kamer van inbeschuldigingstelling) en voor de duur die nodig is voor het uitvoeren van die onderzoeksdaaden. Deze schorsingstermijn gaat niet tegen de belangen van de partijen in, aangezien het de bedoeling is de rechter over alle elementen van het dossier te laten beschikken, *à charge* en *à décharge*, zodat hij zou kunnen oordelen. Deze wetswijziging moet voorkomen dat er verjaring optreedt in een dossier waarin de partijen meermaals bijkomende onderzoeksdaaden hebben gevraagd. Tot slot dient er ook op gewezen te worden dat het niet mogelijk is de partijen te verbieden om bijkomende onderzoeksdaaden te vragen en dat er dus altijd een beslissing nodig zal zijn van de rechter of van de kamer van inbeschuldigingstelling » (*ibid.*, p. 7).

B.4.1. Het nieuwe derde lid van artikel 24 van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering, zoals gewijzigd bij artikel 7 van de bestreden wet, bepaalt dat de verjaring van de strafvordering, in de fase van de regeling van de rechtspleging, wordt geschorst in het geval waarin een verzoek om bijkomende onderzoeksverrichtingen door een in verdenking gestelde of een burgerlijke partij wordt ingediend overeenkomstig de artikelen 61*quinquies* en 127, § 3, van het Wetboek van strafvordering, tussen de datum waarop het bericht waarbij de eerste zitting betreffende de regeling van de rechtspleging van de raadkamer wordt vastgesteld, naar de partijen wordt verstuurd en die zitting. In dat geval wordt de regeling van de rechtspleging geschorst totdat het verzoek definitief is behandeld.

Hoewel de parlementaire voorbereiding op dat punt misleidend kan zijn, is de bepaling ook van toepassing in het kader van de regeling van de rechtspleging wanneer ambtshalve tot bijkomende onderzoekshandelingen wordt beslist door de onderzoeksrechter of door de kamer van inbeschuldigingstelling die de rechtspleging regelt. De tekst van de bepaling verzet zich tegen elke andere interpretatie.

Die schorsingsgrond is daarentegen niet van toepassing wanneer om bijkomende onderzoeksverrichtingen wordt verzocht tijdens het gerechtelijk onderzoek (artikel 61*quinquies* van het Wetboek van strafvordering) of wanneer de procureur des Konings andere bijkomende onderzoeksverrichtingen vordert nadat hij het dossier overgezonden heeft gekregen (artikel 127, § 1, van het Wetboek van strafvordering).

B.4.2. Het feit dat het verzoek werd ingewilligd of verworpen is onbelangrijk, aangezien de schorsing van de verjaring van de strafvordering in beide gevallen geldt.

B.4.3. De verjaring van de strafvordering wordt geschorst vanaf de eerste zitting van de raadkamer waarop uitspraak over de regeling van de rechtspleging had moeten worden gedaan tot de dag vóór de volgende zitting van dat rechtcollege waarop de regeling van de rechtspleging zal worden hervat zonder dat de duur één jaar mag overschrijden. Uit de voormelde parlementaire voorbereiding vloeit daarentegen voort dat de maximumduur van één jaar geldt voor elk verzoek om bijkomend onderzoek en niet in totaal.

B.5. De tweede grond voor de schorsing van de verjaring die bij artikel 7 van de voormelde wet van 14 januari 2013 is ingevoerd, is van toepassing in de vonnisfase wanneer een feitenrechter beslist zijn uitspraak uit te stellen teneinde bijkomende onderzoekshandelingen te verrichten of te doen verrichten, en zulks ongeacht of die beslissing op eigen initiatief is genomen, dan wel uitgaat van een van de partijen in het geding, waaronder het openbaar ministerie. Ook in dat geval wordt de verjaring van de strafvordering tijdens een maximumduur van één jaar geschorst.

Ten aanzien van het belang van de verzoekende partij in de zaak nr. 5702

B.6.1. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.6.2. De Ministerraad betwist het belang van de « *Ordre des barreaux francophones et germanophone* » (OBFG) om in rechte te treden om reden dat de bestreden bepaling de opdrachten die haar worden toegewezen, niet zou raken. Het specialiteitsbeginsel zou niet in acht worden genomen; de bepaling zou noch het beroep van advocaat, noch de rechten van de verdediging en de wapengelijkheid in het strafproces betreffen.

B.6.3. De OBFG heeft met name als taak initiatieven en maatregelen te nemen die nuttig zijn voor de behartiging van de belangen van de rechtzoekenden (artikel 495, tweede en derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek).

De verzoekende partij beschikt over het vereiste belang om een beroep tot vernietiging in te stellen tegen een wetsbepaling die, door nieuwe gronden voor de schorsing van de verjaring van de strafvordering in te voeren, afbreuk kan doen aan de rechten van bepaalde rechtzoekenden van wie zij de belangen moet behartigen.

De exceptie wordt verworpen.

Ten gronde

Met betrekking tot de inachtneming van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens (zaken nrs. 5702, 5704 en 5778) en met artikel 14, leden 1 en 3, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten (zaken nrs. 5702 en 5778)

B.7.1. De verzoekende partijen klagen aan dat de bestreden bepaling ofwel meerdere verschillen in behandeling tussen meerdere categorieën van personen invoert, ofwel verschillende categorieën van personen die zich in verschillende situaties bevinden op dezelfde wijze behandelt, en zulks met schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Zij zijn in essentie van mening dat de in het bestreden artikel 7 bedoelde schorsingsgronden noch uit de aan de inverdenkinggestelde of aan de beklagde verweten feiten, noch zelfs uit hun persoonlijke situatie of uit die van de burgerlijke partijen maar uitsluitend uit de onvolledigheid van het strafdossier zouden voortvloeien, hetgeen zou verantwoorden dat de ene of de andere van die partijen terecht om bijkomende onderzoeksverrichtingen verzoekt. In dat geval zouden de schorsingsgronden afhangen van de houding van de met het gerechtelijk onderzoek belaste instanties.

B.7.2. Daaruit zou voortvloeien dat de bestreden bepaling de rechtzoekenden verschillend zou behandelen volgens het ogenblik waarop wordt verzoekt om bijkomende onderzoekshandelingen te verrichten. De verjaring wordt immers enkel geschorst wanneer het verzoek om bijkomende onderzoeksverrichtingen zich voordoet in het stadium van de regeling van de rechtspleging, en zulks zelfs indien het wordt ingewilligd, terwijl die schorsingsgrond niet bestaat voor een tijdens het gerechtelijk onderzoek ingediend verzoek.

Evenzo zou de toepassing van het bestreden artikel 7, in de vonnisfase, tot gevolg hebben dat, naargelang de rechtzoekende al dan niet het voorwerp van een volledig en toereikend opsporingsonderzoek of gerechtelijk onderzoek zal hebben uitgemaakt, de beklagden op dezelfde wijze worden behandeld zonder rekening te houden met het feit of om de bijkomende onderzoeksverrichtingen voor het vonnisgerecht zou zijn gevraagd door het openbaar ministerie, daartoe door het vonnisgerecht ambtshalve zou zijn beslist, of daarom door de andere partijen zou zijn gevraagd, ongeacht of het de inverdenkinggestelde, de burgerlijke partij of de burgerlijk aansprakelijke partij betreft.

Volgens de verzoekende partijen zou er geen redelijke verantwoording zijn voor dergelijke gelijke behandelingen die bovendien onevenredig zouden zijn ten aanzien van het nagestreefde doel.

B.7.3. De Ministerraad voert aan dat de bestreden bepaling wordt verantwoord ten aanzien van het door de wetgever nagestreefde dubbele doel, namelijk, enerzijds, te vermijden dat inverdenkinggestelden misbruik maken van de mogelijkheid om bijkomende onderzoekshandelingen te vragen met louter dilatoire bedoelingen en, anderzijds, het gerecht in staat te stellen doeltreffender te zijn. In de zaak nr. 5704 voegt hij eraan toe dat het verschil in behandeling hoe dan ook niet voortvloeit uit de bestreden bepaling maar uit de ontstentenis van een schorsing van de verjaringstermijn bij het behandelen van de bijkomende onderzoekshandelingen tijdens het gerechtelijk onderzoek.

B.8.1. Uit de parlementaire voorbereiding van de wetten van 30 maart 1891, 30 mei 1961 en 24 december 1993 volgt dat de wetgever geoordeeld heeft dat, in strafzaken, de dader van een misdrijf niet langer moest worden vervolgd na verloop van termijnen die variëren naar gelang van de ernst van het misdrijf, teneinde hem het recht op vergetelheid (*Pasin.*, 1891, p. 176) te garanderen, de rechtszekerheid te waarborgen en te vermijden dat de inmiddels herstelde openbare vrede andermaal wordt verstoord (*Parl. St.*, Senaat, 1956-1957, nr. 232, p. 2; *Parl. St.*, Kamer, 1993-1994, nr. 1211/1, p. 4).

Uit die vaststelling vloeit voort dat de verjaring beoogt zowel de van een misdrijf verdachte persoon tegen niet-tijdige vervolging te beschermen als de maatschappelijke orde te vrijwaren door het ogenblik te bepalen waarop moet worden geopteerd voor de rechtszekerheid en de sociale rust veeleer dan voor het vervolgen van de misdrijven.

B.8.2. Zoals het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft opgemerkt, « kan de verjaring worden gedefinieerd als het recht dat bij de wet aan de dader van een misdrijf is toegekend om niet meer te worden vervolgd of berecht na het verstrijken van een bepaalde termijn sedert de feiten zich hebben voorgedaan. De verjaringstermijnen, die de rechtsstelsels van de verdragssluitende Staten met elkaar gemeen hebben, hebben verschillende doeleinden, waaronder het waarborgen van de rechtszekerheid door een termijn voor de rechtsvorderingen vast te stellen en het verhinderen van een aantasting van de rechten van de verdediging waaraan afbreuk zou kunnen worden gedaan indien de rechtbanken zich zouden moeten uitspreken over de gegrondheid van bewijselementen die onvolledig zouden zijn wegens de verstreken tijd (arrest *Stubblings e.a.* t. Verenigd Koninkrijk van 22 oktober 1996, *Rec.* 1996-IV, pp. 1502-1503, § 51) » (EHRM, 22 juni 2000, *Coëme e.a.* t. België, § 146).

B.8.3. Het vaststellen van de verjaringstermijn alsook van de toepassingsvoorwaarden daarvan komt de wetgever toe. Hij beschikt op dat vlak over een ruime beoordelingsvrijheid.

Bij de totstandkoming van de wet van 11 december 1998, die in een nieuwe schorsingsgrond voor de verjaring van de strafvordering voorzagt, werd beklemtoond dat het Belgische recht inzake de verjaring van de strafvordering bijzonder gunstig was voor de verdachte (*Parl. St.*, Kamer, 1997-1998, nr. 1387/6, p. 3). De ingevoerde schorsingsgrond werd bij de wet van 16 juli 2002 afgeschaft.

B.8.4. Met de bestreden bepaling beoogde de wetgever tegemoet te komen aan de bevindingen van een parlementaire onderzoekscommissie, waarin werd vastgesteld dat de bestaande verjaringsregeling in een aantal gevallen niet volstaat om het vereiste onderzoek binnen de verjaringstermijn te voltooien.

De betrachting bestond ook erin een einde te maken aan de verdragingsmanoeuvres van bepaalde inverdenkinggestelden en beklagden in financiële en fiscale dossiers van een zekere omvang, zodat daadwerkelijk zou kunnen worden opgetreden tegen de straffeloosheid die de voormelde personen zouden genieten. In de loop van de parlementaire voorbereiding heeft de wetgever dat doel veralgemeend en heeft hij de twee nieuwe gronden voor de schorsing van de verjaringstermijn op alle strafrechtelijke misdrijven toepasselijk verklaard. Er is daarbij in herinnering gebracht dat de maatregel « kadert in de globale strijd tegen de onredelijke termijnen » (*Parl. St.*, Senaat, 2012-2013, nr. 5-1887/3, p. 5).

De wetgever had, zoals hij reeds heeft gedaan, de verjaringstermijnen op algemene wijze kunnen verlengen. Met de bestreden bepaling heeft hij evenwel verkozen zich ertoe te beperken te voorzien in nieuwe schorsingsgronden voor de verjaring, wanneer om bijkomende onderzoeksverrichtingen wordt verzocht of daartoe wordt bevolen, onder de bij die bepaling vastgestelde voorwaarden.

B.8.5. Hoewel de wetgever bij het vaststellen van de verjaringsregels over een ruime beoordelingsvrijheid beschikt, dient hij het bij de artikelen 10 en 11 van de Grondwet gewaarborgde beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie in acht te nemen.

Het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie sluit niet uit dat een verschil in behandeling tussen bepaalde categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is. Dat beginsel verzet zich overigens ertegen dat categorieën van personen, die zich ten aanzien van de aangevochten maatregel in wezenlijk verschillende situaties bevinden, op identieke wijze worden behandeld, zonder dat daarvoor een redelijke verantwoording bestaat.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie is geschonden wanneer vaststaat dat geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.8.6. Rekening houdend met het door hem nagestreefde doel, vermocht de wetgever redelijkerwijs enkel een schorsende werking van de verjaring toe te kennen aan de verzoeken om bijkomende onderzoeksverrichtingen die door de inverdenkinggestelde krachtens artikel 127, § 3, van het Wetboek van strafvordering zijn geformuleerd, in tegenstelling tot die welke hij tijdens het gerechtelijk onderzoek formuleert.

De inverdenkinggestelde wordt aldus immers ertoe aangezet om tijdens het gerechtelijk onderzoek om bijkomende onderzoeksverrichtingen te verzoeken waarvan hij meent dat zij moeten worden verricht en hij wordt ervan afgebracht zijn verzoeken tot het stadium van de regeling van de rechtspleging uit te stellen. Het is niet onredelijk om van de inverdenkinggestelde, die toegang heeft tot het dossier met name onder de bij artikel 61^{ter} van het Wetboek van strafvordering vastgestelde voorwaarden, te vereisen dat hij blijk moet geven van zorgvuldigheid bij de voortgangscntrole van het gerechtelijk onderzoek waarvan hij het voorwerp uitmaakt, noch om de eventuele verdragingsmanoeuvres te belemmeren waaraan hij zich schuldig zou maken door de regeling van de rechtspleging af te wachten om te proberen het gerechtelijk onderzoek aan te vullen met behulp van nieuwe onderzoeksverrichtingen, enkel om zijn eventuele verwijzing naar het vonnisgerecht te vertragen teneinde het verstrijken van de verjaringstermijn te verkrijgen.

B.8.7. Daaruit volgt dat de wetgever, zonder het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie te schenden, de inverdenkinggestelde verschillende vermocht te behandelen naar gelang van het ogenblik waarop hij zijn verzoek om bijkomende onderzoekshandelingen formuleert.

B.9.1. Er wordt nog aangeklaagd dat de bestreden bepaling het verzoek om bijkomende onderzoekshandelingen dat uitgaat van de inverdenkinggestelde tijdens de regeling van de rechtspleging, ongeacht of het positief werd beantwoord of niet, op identieke wijze behandelt.

B.9.2. Van de wetgever kan evenwel niet worden geëist dat hij een onderscheid maakt tussen de onderzoeksverrichtingen waarom in het stadium van de rechtspleging door de inverdenkinggestelde is verzocht naargelang die al dan niet nuttig zijn voor het gerechtelijk onderzoek. Ongeacht of zij al dan niet werden ingewilligd, kunnen dergelijke verzoeken die in het stadium van de regeling van de rechtspleging door de inverdenkinggestelde zijn ingediend, immers een louter dilatoir doel nastreven zodat een onderscheid ter zake de coherentie van de bestreden maatregel ten opzichte van het doel dat ermee wordt nagestreefd, aanzienlijk had kunnen aantasten. De wetgever verbiedt de inverdenkinggestelde trouwens niet om dergelijke verzoeken te formuleren, die met ernst en spoed moeten worden onderzocht, maar beperkt zich ertoe de verjaringstermijn te schorsen tijdens het onderzoek van die verzoeken en het eventueel verrichten van de gevraagde onderzoekshandelingen.

B.10. Er wordt eveneens aangeklaagd dat de bestreden bepaling de verzoeken om bijkomende onderzoekshandelingen, ongeacht of zij uitgaan van de inverdenkinggestelde of van de burgerlijke partij, dan wel of zij door de onderzoeksrechter, de kamer van inbeschuldigingstelling of het vonnisgerecht worden bevolen, op identieke wijze behandelt.

B.11.1. Het is niet redelijk verantwoord erin te voorzien dat de verzoeken om bijkomende onderzoeksverrichtingen die in het stadium van de regeling van de rechtspleging door de burgerlijke partij zijn ingediend, de verjaringstermijn van de strafvordering schorsen. Net zoals van de inverdenkinggestelde wordt van de burgerlijke partij, die dezelfde toegang tot het dossier heeft als de niet aangehouden inverdenkinggestelde, immers verwacht dat zij het gerechtelijk onderzoek dat op haar betrekking heeft, met de nodige zorgvuldigheid volgt en dat zij zo snel mogelijk om de bijkomende onderzoeksverrichtingen verzoekt waarvan zij meent dat zij moeten worden verricht. Rekening houdend met de schorsende werking van de verjaring die is verbonden aan het verzoek om bijkomende onderzoeksverrichtingen dat door de inverdenkinggestelde in het stadium van de regeling van de rechtspleging is ingediend, is het niet verantwoord dat een zelfde maatregel wordt genomen ten aanzien van de verzoeken die door de burgerlijke partij in dat stadium van de rechtspleging zijn ingediend, aangezien hun belang met betrekking tot de loop van de verjaring tegenovergesteld is.

Aangezien aldus werd beslist ten aanzien van de inverdenkinggestelde, zou ook de burgerlijke partij ertoe moeten worden aangezet mee te werken aan het lopende gerechtelijk onderzoek en ervan moeten worden afgebracht haar verzoeken om bijkomende onderzoeksverrichtingen tot het stadium van de regeling van de rechtspleging uit te stellen. Door een schorsende werking aan enkel die laatste verzoeken toe te kennen, bewerkstelligt de wetgever daarentegen dat de burgerlijke partij wordt aangemoedigd om de regeling van de rechtspleging af te wachten teneinde te verzoeken om bijkomende onderzoekshandelingen te verrichten, wanneer het risico bestaat dat het gerechtelijk onderzoek niet kan worden afgesloten vóór het verstrijken van de verjaringstermijn.

B.11.2. Daaruit volgt dat de wetgever de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 14 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, heeft geschonden door het verzoek om bijkomende onderzoekshandelingen dat in het stadium van de regeling van de rechtspleging, enerzijds, door de inverdenkinggestelde en, anderzijds, door de burgerlijke partij is geformuleerd, op dezelfde wijze te behandelen wat betreft de impact ervan op de loop van de verjaring van de strafvordering.

B.12.1. Het Hof moet nog onderzoeken of de bestreden bepaling bestaanbaar is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de voormelde verdragsbepalingen, in zoverre de verjaringstermijn wordt geschorst, zowel wanneer door de onderzoeksrechter, de kamer van inbeschuldigingstelling of het vonnisgerecht tot bijkomende onderzoekshandelingen wordt besloten als wanneer door de inverdenkinggestelde om die onderzoekshandelingen wordt verzocht.

In tegenstelling tot de burgerlijke partij hebben de onderzoeksrechter, de kamer van inbeschuldigingstelling en het vonnisgerecht geen belang dat tegenovergesteld is aan dat van de inverdenkinggestelde met betrekking tot het verstrijken van de verjaringstermijn. Die gerechtelijke overheden spreken zich immers in alle onpartijdigheid uit en zijn niet de tegenstander van de inverdenkinggestelde, in tegenstelling tot de burgerlijke partij en het openbaar ministerie.

B.12.2. Desalniettemin staat het aan de onderzoeksrechter om het dossier enkel aan de procureur des Konings over te zenden wanneer hij van oordeel is dat zijn onderzoek is afgesloten, ofwel enkel vanaf het ogenblik waarop hij volgens hem alle onderzoekshandelingen heeft verricht die noodzakelijk zijn om de waarheid aan het licht te brengen.

Door een schorsende werking toe te kennen aan de bijkomende onderzoekshandelingen die ambtshalve of op verzoek van een andere partij dan de inverdenkinggestelde in het stadium van de regeling van de rechtspleging door de onderzoeksrechter zijn bevolen, zou de wetgever de onderzoeksrechter kunnen toestaan het uitvoeren van bepaalde onderzoeksverrichtingen uit te stellen wanneer het risico bestaat dat zijn onderzoek wordt beëindigd. De onderzoeksrechter heeft bijgevolg de mogelijkheid de termijn waarbinnen hij een onderzoek *à charge* en *à décharge* dient in te stellen, te verlengen.

Die verlenging van de verjaringstermijn valt enkel onder de bevoegdheid van de onderzoeksrechter en kan aanzienlijk blijken. De wetgever heeft het accumuleren van onderzoekshandelingen die, in het stadium van de regeling van de rechtspleging, voor elk ervan, een schorsing van de verjaringstermijn die tot één jaar kan bedragen, mogelijk maken, immers niet beperkt.

B.12.3. Een dergelijke aan de onderzoeksrechter geboden mogelijkheid zou derhalve op onevenredige wijze afbreuk kunnen doen aan de rechten van de inverdenkinggestelde.

B.12.4. De schorsing van de verjaringstermijn die voortvloeit uit het arrest van de kamer van inbeschuldigingstelling of uit de beslissing van het vonnisgerecht waarbij de bijkomende onderzoekshandelingen worden bevolen, is evenmin redelijk verantwoord.

Immers, ook in die hypothesen zou niet kunnen worden uitgesloten dat de onderzoeksmagistraat, die het verstrijken van de verjaringstermijn ziet naderen, het dossier afsluit terwijl de kamer van inbeschuldigingstelling of het vonnisgerecht later nog altijd bijkomende onderzoeksverrichtingen zouden kunnen bevelen en aldus de behandeling van het dossier ongehinderd verlengen.

B.12.5. Daarenboven, wanneer de beklagde door het openbaar ministerie rechtstreeks voor het vonnisgerecht wordt gedagvaard, vloeit de noodzaak om bijkomende onderzoekshandelingen te verrichten, waarmee het vonnisgerecht zich geconfronteerd acht, voort uit het feit dat het door het openbaar ministerie overgezonden strafdossier onvolledig is.

Het kan evenwel niet redelijk worden verantwoord dat een beklagde die rechtstreeks door het openbaar ministerie is gedagvaard, wordt benadeeld om reden dat het strafdossier waarop de rechtstreekse dagvaarding is gebaseerd, onvolledig is.

B.13. Daaruit volgt dat de wetgever de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 14 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, heeft geschonden door, enerzijds, het verzoek om bijkomende onderzoekshandelingen dat in het stadium van de regeling van de rechtspleging door de inverdenkinggestelde is geformuleerd en, anderzijds, de bijkomende onderzoekshandelingen die in het stadium van de regeling van de rechtspleging door de onderzoeksrechter of de kamer van inbeschuldigingstelling dan wel door het vonnisgerecht zijn bevolen, op dezelfde wijze te behandelen wat betreft de impact ervan op de loop van de verjaring van de strafvordering.

B.14. Het middel is in die mate gegrond.

B.15. De bestreden bepaling dient te worden vernietigd maar enkel in die mate dat zij tot gevolg heeft de verjaring van de strafvordering te schorsen wanneer, in het kader van de regeling van de rechtspleging, de onderzoeksrechter of de kamer van inbeschuldigingstelling beslissen dat bijkomende onderzoekshandelingen moeten worden verricht, wanneer de raadkamer, in het kader van de regeling van de rechtspleging, de rechtspleging niet kan regelen ingevolge een door de burgerlijke partij overeengekomen de artikelen 61^{quinquies} en 127, § 3, van het Wetboek van strafvordering ingediend verzoek en wanneer het vonnisgerecht de behandeling van de zaak uitstelt met het oog op het verrichten van bijkomende onderzoekshandelingen.

B.16. Teneinde de moeilijkheden te vermijden die uit die vernietiging zouden kunnen voortvloeien voor nog in behandeling zijnde of definitief beslechte strafzaken, dienen met toepassing van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, de gevolgen van de vernietigde bepaling te worden gehandhaafd tot de wetgever een wetswijziging in werking heeft doen treden die tegemoetkomt aan de in B.15 vastgestelde ongrondwettigheden en uiterlijk tot 31 december 2016.

Met betrekking tot de toepassing van de in het geding zijnde bepaling in de tijd (zaken nrs. 5704 en 5778)

B.17. De verwijzende rechter, in de zaak nr. 5778, vraagt het Hof met name of de in het geding zijnde bepaling, door een schorsende werking van de verjaring van de strafvordering toe te kennen aan het verzoek om bijkomende onderzoeksverrichtingen dat de verdachte of de medeverdachte heeft ingediend op een ogenblik dat dat verzoek die werking niet had en dat het niet mogelijk was dat het die zou hebben, geen afbreuk zou doen aan de waarborg van niet-retroactiviteit van de wetsbepalingen, zonder dat zulks wordt verantwoord door een uitzonderlijke omstandigheid of een reden van algemeen belang.

Naast de andere kritiek formuleert de verzoekende partij in de zaak nr. 5704 ook een dergelijke grief.

B.18.1. De wet die, zoals te dezen, een nieuwe schorsingsgrond invoert, is noch een wet die een nieuw misdrijf invoert, noch een wet die de strafmaat bepaalt. Het gaat om een procedurewet die vanaf de inwerkingtreding ervan van toepassing is op elke strafvordering, zelfs wanneer die vóór die inwerkingtreding is ontstaan, voor zover de strafvordering op die datum niet verjaard was.

B.18.2. De voorwaarden waaronder de verjaring werd verworven krachtens de wet die ten tijde van de feiten van toepassing was, kunnen allicht de verwachting wekken van een verjaring binnen de bij die wet vastgestelde termijn. Het bekritiseerde verschil in behandeling is dan datgene dat de beklagden raakt wier door de vroegere wet gewekte verwachtingen door de nieuwe wet worden gedwarsboemd. Een dergelijke kritiek komt erop neer dat de nieuwe wet wordt verweten dat zij niet in een overgangsstelsel heeft voorzien.

B.18.3. Het zou denkbaar zijn geweest oog te hebben voor dergelijke verwachtingen door een veralgemening van de zorg die de wetgever laat blijken in een geval dat in sommige opzichten analoog is, wanneer hij in artikel 2 van het Strafwetboek bepaalt dat « geen misdrijf kan worden gestraft met straffen die bij de wet niet waren gesteld voordat het misdrijf werd gepleegd ». Terwijl de rechtsonzekerheid die voortvloeit uit de invoering van straffen waarin niet was voorzien op het ogenblik waarop het misdrijf werd begaan niet vatbaar is voor verantwoording, is zulks echter niet het geval met de onzekerheid die te maken heeft met het feit dat een misdrijf dat reeds strafbaar was op het ogenblik waarop het werd begaan, nog met dezelfde straffen zou kunnen worden gestraft na het verstrijken van de verwachte termijn van verjaring, ook al worden de verwachtingen van de inverdenkinggestelde aldus gedwarsboemd (zie in dezelfde zin : EHRM, 22 juni 2000, *Coëme e.a.* t. België, § 149-151).

B.18.4.1. De redenen die verantwoordt dat de wetgever de inverdenkinggestelde verschillend vermocht te behandelen naar gelang van het ogenblik waarop hij zijn verzoek om bijkomende onderzoekshandelingen formuleert, verantwoordt ook het verzuim van de wetgever om in overgangsmaatregelen te voorzien. Het verzoek om bijkomende onderzoekshandelingen mag immers redelijkerwijze worden verondersteld te zijn ingediend met als doelstelling het strafdossier te vervolledigen, teneinde de waarheid gemakkelijker aan het licht te brengen, en niet met als doelstelling de verjaringstermijn te doen verstrijken en het proces ten gronde te vermijden.

Het feit dat de inverdenkinggestelde niet wist dat zijn verzoek om bijkomende onderzoeksverrichtingen de verjaring kan schorsen, is niet van dien aard dat het afbreuk doet aan zijn legitieme verwachting dat het dossier wordt vervolledigd zoals hij dat wenst. Het dilatoire doel dat hij eventueel zou hebben nagestreefd, kan daarentegen niet als een legitieme verwachting worden beschouwd.

B.18.4.2. Hetzelfde geldt zelfs wanneer het verzoek om bijkomende onderzoekshandelingen is ingediend door een andere inverdenkinggestelde, daar « in de regel [...] de wettelijke beletselen, die de behandeling van de strafvordering ten aanzien van een beklagde verhinderen, de verjaring van de strafvordering ook [schorsen] ten aanzien van andere beklagden, wanneer het gaat om hetzelfde feit of om feiten die daarmee samenhangend zijn » (zie Cass., 27 september 2011, *Arr. Cass.*, 2011, nr. 501).

B.18.5. Door niet in overgangsmaatregelen te voorzien is de in het geding zijnde bepaling niet onbestaanbaar met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in samenhang met de in de grief en in de prejudiciële vraag aangehaalde bepalingen en beginselen.

B.19. Uit hetgeen voorafgaat volgt dat de aangevoerde grief niet gegrond is en dat het laatste onderdeel van de prejudiciële vraag in de zaak nr. 5778 ontkennend moet worden beantwoord.

Om die redenen,
het Hof

- vernietigt artikel 7 van de wet van 14 januari 2013 houdende fiscale en andere bepalingen betreffende justitie, zoals het is gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 25 april 2014 houdende diverse bepalingen betreffende Justitie, maar enkel in die mate dat het tot gevolg heeft de verjaring van de strafvordering te schorsen wanneer, in het kader van de regeling van de rechtspleging, de onderzoeksrechter of de kamer van inbeschuldigingstelling beslissen dat bijkomende onderzoekshandelingen moeten worden verricht, wanneer de raadkamer, in het kader van de regeling van de rechtspleging, de rechtspleging niet kan regelen ingevolge een door de burgerlijke partij overeenkomstig de artikelen 61 *quinquies* en 127, § 3, van het Wetboek van strafvordering ingediend verzoek en wanneer het vonnisgerecht de behandeling van de zaak uitstelt met het oog op het verrichten van bijkomende onderzoekshandelingen;

- verwerpt de beroepen voor het overige;

- handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepaling tot de inwerkingtreding van een nieuwe wetsbepaling en uiterlijk tot 31 december 2016;

- zegt voor recht :

Door niet in een overgangsmaatregel te voorzien, schendt artikel 7 van de voormelde wet van 14 januari 2013 niet de artikelen 10, 11 en 12 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met het wettigheidsbeginsel en met het rechtszekerheidsbeginsel, met artikel 14, leden 1 en 3, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten en met de artikelen 6.1 en 6.3, *b)*, *c)* en *d)*, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 11 juni 2015.

De griffier,

F. Meersschaut

De voorzitter,

J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2015/203124]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 83/2015 vom 11. Juni 2015

Geschäftsverzeichnisnummern. 5702, 5704 und 5778

In Sachen: - Klagen auf Nichtigerklärung von Artikel 7 des Gesetzes vom 14. Januar 2013 zur Festlegung steuerrechtlicher und sonstiger Bestimmungen im Bereich der Justiz, erhoben von der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften und von K. V.M.;

- Vorabentscheidungsfrage in Bezug auf Artikel 7 des Gesetzes vom 14. Januar 2013 zur Festlegung steuerrechtlicher und sonstiger Bestimmungen im Bereich der Justiz, gestellt vom Appellationshof Brüssel.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und A. Alen, und den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet und R. Leysen, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klagen und der Vorabentscheidungsfrage und Verfahren*

a. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 29. Juli 2013 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 30. Juli 2013 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften, unterstützt und vertreten durch RA V. Letellier, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 7 des Gesetzes vom 14. Januar 2013 zur Festlegung steuerrechtlicher und sonstiger Bestimmungen im Bereich der Justiz (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 31. Januar 2013, zweite Ausgabe).

b. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 31. Juli 2013 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 1. August 2013 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob K. V.M., unterstützt und vertreten durch RA H. Rieder, in Gent zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung derselben Gesetzesbestimmung.

Diese unter den Nummern 5702 und 5704 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen verbunden.

c. In seinem Entscheid vom 18. Dezember 2013 in Sachen der Staatsanwaltschaft gegen Alexandre Chalaguine und andere, dessen Ausfertigung am 23. Dezember 2013 in der Kanzlei des Gerichtshofes eingegangen ist, hat der Appellationshof Brüssel folgende Vorabentscheidungsfrage gestellt:

« Verstößt Artikel 7 des Gesetzes vom 14. Januar 2013 [zur Festlegung steuerrechtlicher und sonstiger Bestimmungen im Bereich der Justiz], der Artikel 24 des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches abändert, gegen die Artikel 10, 11 und 12 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit dem Legalitätsprinzip und dem Grundsatz der Rechtssicherheit, Artikel 14 Absätze 1 und 3 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte und Artikel 6 Absätze 1 und 3 Buchstaben *b)*, *c)* und *d)* der Europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten dadurch,

- dass er das Erfordernis der Vorhersehbarkeit des Strafprozessgesetzes missachten würde, indem er die Dauer der Verjährungsfrist vom Vollständigkeitsgrad der Straftakte abhängen lässt, und somit von der Qualität der gerichtlichen Untersuchung oder der Ermittlung, je nachdem, ob man sich im Stadium des Abschlusses der gerichtlichen Untersuchung oder vor dem erkennenden Gericht befindet;

- dass er eine nicht vernünftig gerechtfertigte Diskriminierung einführen würde zwischen einerseits dem Beschuldigten, der Gegenstand einer Verfahrensregelung nach Ablauf einer vollständigen gerichtlichen Untersuchung ist und während der ganzen gerichtlichen Untersuchung in den Genuss des Laufs der Verjährung gelangt ist, und andererseits dem Beschuldigten, der im Stadium der Verfahrensregelung mit einer unvollständigen Akte konfrontiert wird und dem während der benötigten Zeit für die Durchführung zusätzlicher gerichtlicher Untersuchungshandlungen der Lauf der Verjährung vorenthalten wird;

- dass er eine nicht vernünftig gerechtfertigte Diskriminierung einführen würde zwischen einerseits dem Beschuldigten, der während der gerichtlichen Untersuchung die Durchführung zusätzlicher Untersuchungsaufträge beantragt hat und für den kein einziger Grund für die Aussetzung der Strafverfolgung gilt, und andererseits den Personen, die die Straftakte bei der Verfahrensregelung zur Kenntnis nehmen und für die die Verjährungsfrist der Strafverfolgung ausgesetzt wird, wobei somit ihrem Recht auf ein faires Verfahren Abbruch getan wird, einschließlich der Verpflichtung, innerhalb einer angemessenen Frist abgeurteilt zu werden;

- dass er Behandlungsunterschiede einführen würde, die weder aus den Taten, die vom Angeklagten begangen worden wären, noch aus dessen persönlicher Situation oder derjenigen der Zivilparteien hervorgehen, sondern aus einem Element, das den Parteien fremd ist, das heißt, die - objektivierte - Unvollständigkeit der Straftakte zu dem Zeitpunkt, wo der Prokurator des Königs seine Anträge auf Verweisung stellt oder eine direkte Ladung vornimmt;

- dass er, indem er eine aussetzende Wirkung der Verjährung der Strafverfolgung vorsieht bei einem Antrag auf Durchführung zusätzlicher Untersuchungsaufträge, der vom Beschuldigten oder von einem Mitbeschuldigten zu einem Zeitpunkt gestellt wurde, wo diese Rechtshandlung noch nicht diese Wirkung hatte und nicht vorherzusehen war, dass sie diese haben würde, der Garantie der Nichtrückwirkung der Gesetzesbestimmungen Abbruch tun würde, ohne dass ein außergewöhnlicher Umstand oder ein ausreichender und/oder annehmbarer zwingender Grund des Allgemeininteresses dies rechtfertigen würde? ».

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 5778 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragen.

(...)

III. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die fragliche Bestimmung

B.1.1. Die Klagen in den Rechtssachen Nrn. 5702 und 5704 sind auf die Nichtigerklärung von Artikel 7 des Gesetzes vom 14. Januar 2013 zur Festlegung steuerrechtlicher und sonstiger Bestimmungen im Bereich der Justiz ausgerichtet.

B.1.2. Artikel 7 des Gesetzes vom 14. Januar 2013, abgeändert durch Artikel 3 des Gesetzes vom 25. April 2014 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich der Justiz, ergänzt Artikel 24 des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut:

« Die Verjährung der Strafverfolgung wird jedes Mal gehemmt, wenn der Untersuchungsrichter oder die Anklagekammer im Rahmen der Regelung des Verfahrens entscheidet, dass zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen vorgenommen werden müssen. Das Gleiche gilt jedes Mal, wenn die Ratskammer im Rahmen der Regelung des Verfahrens infolge eines gemäß den Artikeln 61quinquies und 127 § 3 des Strafprozessgesetzbuches eingereichten Antrags das Verfahren nicht regeln kann. Die Hemmung wird mit dem Tag der ersten vor der Ratskammer im Hinblick auf die Regelung des Verfahrens anberaumten Sitzung wirksam - unabhängig davon, ob der Antrag abgelehnt wurde oder ob ihm stattgegeben wurde - und endet am Tag vor der ersten Sitzung, auf der die Regelung des Verfahrens vom Untersuchungsgericht wieder aufgenommen wird, wobei eine Hemmung jedoch nicht länger als ein Jahr dauern darf.

Die Verjährung der Strafverfolgung wird jedes Mal gehemmt, wenn das erkennende Gericht die Behandlung der Sache aufschiebt, um zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen vorzunehmen. In diesem Fall wird die Verjährung ab dem Tag gehemmt, an dem das Untersuchungsgericht entscheidet, die Sache bis zum Tag vor der ersten Sitzung, auf der das erkennende Gericht die Behandlung der Sache wieder aufnimmt, aufzuschieben, wobei eine Hemmung jedoch nicht länger als ein Jahr dauern darf ».

B.2. Durch die angefochtene Bestimmung werden zwei neue Gründe für die Hemmung der Strafverfolgung eingeführt wegen zusätzlicher gerichtlicher Untersuchungshandlungen, die beschlossen oder beantragt werden einerseits im Rahmen der Regelung des Verfahrens und andererseits im Rahmen der Prüfung der Sache selbst durch die Strafgerichte.

B.3.1. Durch die Einführung von zwei neuen Hemmungsgründen in der Phase der Regelung des Verfahrens und in der Urteilsphase wollte der Gesetzgeber dem Bericht vom 7. Mai 2009 des parlamentarischen Untersuchungsausschusses über umfangreiche Akten der Steuerhinterziehung Folge leisten (*Parl. Dok.*, Kammer, 2008-2009, DOC 52-0034/004). In den Vorarbeiten heißt es,

« fast alle von [dem parlamentarischen Untersuchungsausschuss] angehörten Magistrate haben die Missbräuche bemängelt, die durch das Franchimont-Gesetz ausgelöst werden, das in 80 % der Akten über finanzielle Angelegenheiten ein Mittel zur Verlangsamung des Verfahrens geworden ist. So kommt es laut dem Bericht des Ausschusses oft vor, dass Beschuldigte kurz vor der Sitzung der Ratskammer zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen beantragen mit dem Ziel, das Verfahren zu verlangsamen. Auf diese Weise erhalten sie Aufschub und Vertagung um mehrere Monate. Infolge dieser Feststellung hat der Ausschuss in seinen Empfehlungen unter Nummer 28 E vorgeschlagen, die Verjährung der Strafverfolgung während des Zeitraums der Durchführung zusätzlicher gerichtlicher Untersuchungshandlungen zu hemmen » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2011-2012, DOC 53-2430/001, S. 6).

B.3.2. Die angefochtene Bestimmung, die im Anschluss an diesen Bericht angenommen wurde, gilt für alle Straftaten. Ein Senator erachtete es als « sonderbar, dass die Einführung einer konkreten Maßnahme im Bereich der Steuerhinterziehung zu einer Änderung des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches führt » (*Parl. Dok.*, Senat, 2012-2013, Nr. 5-1887/3, S. 4).

Er fügte hinzu:

« Indem man eine konkrete Akte in Angriff nimmt, gelangt man also induktiv zu einer Änderung des Strafprozessgesetzbuches. Die Verjährungsfrist wird jedes Mal verlängert, wenn zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen durchgeführt werden, was erhebliche Auswirkungen auf die Rechte der Verteidigung haben wird » (ebenda).

Auf diese Kritik hat die Ministerin geantwortet,

« die vorgeschlagene Regelung soll nicht auf Steuersachen begrenzt sein, sondern gilt für alle Straftaten. Die ins Auge gefasste Maßnahme hat eine Wirkung ungeachtet der Straftat, aber sie ist Bestandteil der globalen Bekämpfung von unvernünftigen Fristen. Es gibt nur dann eine Hemmung der Verjährungsfrist, wenn die zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlung auf Antrag einer der Parteien durchgeführt wird und nicht im Rahmen des Eingreifens des Richters von Amts wegen » (ebenda, S. 5).

Derselbe Redner bemerkte, es sei nirgends präzisiert, dass « die Regelung nur im Falle eines Antrags der Parteien und nicht im Rahmen eines Eingreifens von Amts wegen Anwendung findet » (ebenda), und darauf antwortete die Ministerin,

« es handelt sich hier um ein Verfahrensstadium, in dem der Untersuchungsrichter seine Untersuchung abgeschlossen hat. Er leitet die Akte an die Staatsanwaltschaft weiter, damit diese ihre Anträge ausarbeitet. Wenn die Staatsanwaltschaft ihre Anträge ausgearbeitet hat, übermittelt sie die Akte an den Untersuchungsrichter, damit die Sache in der Ratskammer anberaumt wird. In diesem Stadium des Verfahrens haben die Parteien Zugang zur Akte und können sie zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen beantragen. Die Praxis zeigt, dass gewisse Personen das Verfahren missbrauchen, um eine Reihe zusätzlicher gerichtlicher Untersuchungshandlungen zu beantragen mit dem Ziel, das Verfahren hinauszuzögern. Diese Personen hoffen schließlich, vor dem erkennenden Gericht auf eine Überschreitung der angemessenen Frist plädieren zu können und somit jeglicher Verurteilung zu entgehen.

Der Gesetzentwurf bezweckt, missbräuchliche Beantragungen von gerichtlichen Untersuchungshandlungen zu begrenzen, die an den Untersuchungsrichter gerichtet werden mit dem Ziel, die Untersuchung unangemessen zu verlängern. In der Presse wird oft von Gerichtsentscheidungen berichtet, mit denen die Verkündung der Verurteilungen abgelehnt wird wegen der Überschreitung der angemessenen Frist. Durch den vorliegenden Entwurf einer Bestimmung wird es möglich sein, für sämtliche Verfahren, insbesondere im Steuerbereich, zu einer effizienteren Rechtspflege zu gelangen. Die zeitliche Wirkung der Hemmung muss nicht begrenzt werden, da die Parteien in der

Praxis keine gruppierten gerichtlichen Untersuchungshandlungen beantragen. Jedes Mal, wenn die Sache vor die Ratskammer kommt, beantragen sie neue gerichtliche Untersuchungshandlungen. Es kommt nicht selten vor, dass mehrere Jahre vergehen zwischen dem Zeitpunkt des Abschlusses der Untersuchung und dem Zeitpunkt der Behandlung zur Sache. Der zur Prüfung vorliegende Entwurf bezweckt, diese Missbräuche zu bekämpfen.

[...]

Von der Hemmung wird keine Partei benachteiligt. Es ist der Wunsch aller beteiligten Parteien, dass der Richter über alle belastenden und entlastenden Informationen verfügen kann. Wenn ein legitimer Antrag auf zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen gestellt wird, wird dies niemandem schaden. Die zunehmende Anzahl von Anträgen kann hingegen zu Missbräuchen führen, mit denen die Magistrate konfrontiert werden. Dies schadet der Zivilpartei sowie der Allgemeinheit. Dieser Art von missbräuchlichen Anträgen soll der Entwurf der Bestimmung ein Ende setzen. Die Hemmung der Verjährung wird zur Folge haben, die Zahl der Anträge zu begrenzen » (ebenda, SS. 5-6).

Später hat die Ministerin noch präzisiert:

« Mit dem Gesetzentwurf wird nicht die Frage der Verjährung verändert, wenn die gerichtlichen Untersuchungshandlungen durch die Staatsanwaltschaft beantragt werden. Falls hingegen die Parteien (der Beschuldigte oder die Zivilpartei) mehrfach neue gerichtliche Untersuchungshandlungen beantragen, die zu einer Verlängerung des Verfahrens führen mit der möglichen Folge der Überschreitung der angemessenen Frist, ist vorgesehen, die Verjährung während der Dauer zwischen dem Datum der Beantragung neuer gerichtlicher Untersuchungshandlungen und der Entscheidung des Untersuchungsrichters (oder, im Falle der Berufung, der Anklagekammer) und während der notwendigen Dauer zur Ausführung dieser gerichtlichen Untersuchungshandlungen zu hemmen. Diese Hemmungsfrist schadet nicht den Interessen der Parteien, weil das Ziel darin besteht, es dem Richter zur ermöglichen, im Besitz aller belastenden und entlastenden Verfahrenselemente zu sein, um dann entscheiden zu können. Es soll also verhindert werden, dass die Verjährung in einer Akte wirksam wird, in der die Parteien mehrfach zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen beantragt hätten. Schließlich ist hervorzuheben, dass es den Parteien nicht verboten werden kann, zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen zu beantragen, und dass folglich eine Entscheidung des Richters oder der Anklagekammer immer notwendig sein wird » (ebenda, S. 7).

B.4.1. Der neue Absatz 3 von Artikel 24 des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches in der durch Artikel 7 des angefochtenen Gesetzes abgeänderten Fassung sieht vor, dass die Verjährung der Strafverfolgung in der Phase der Verfahrensregelung gehemmt wird, falls ein Antrag auf zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen durch einen Beschuldigten oder eine Zivilpartei gemäß den Artikeln 61*quinquies* und 127 § 3 des Strafprozessgesetzbuches eingereicht wird zwischen dem Datum des Versands der Mitteilung über die Festlegung der ersten Sitzung der Regelung des Verfahrens der Ratskammer und dieser Sitzung. In diesem Fall wird die Regelung des Verfahrens ausgesetzt, bis der Antrag endgültig behandelt worden ist.

Obwohl die Vorarbeiten in diesem Punkt irreführend sein können, findet die Bestimmung auch Anwendung im Rahmen der Regelung des Verfahrens, wenn zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen von Amts wegen durch den Untersuchungsrichter oder durch die Anklagekammer im Rahmen der Regelung des Verfahrens beschlossen werden. Der Text der Bestimmung ermöglicht keinerlei andere Auslegung.

Dieser Hemmungsgrund findet hingegen nicht Anwendung, wenn zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen während der gerichtlichen Untersuchung beantragt werden (Artikel 61*quinquies* des Strafprozessgesetzbuches) oder wenn der Prokurator des Königs die Durchführung anderer zusätzlicher Untersuchungshandlungen fordert, nachdem ihm die Akte übermittelt wurde (Artikel 127 § 1 des Strafprozessgesetzbuches).

B.4.2. Der Umstand, ob dem Antrag stattgegeben wurde oder ob er abgewiesen wurde, hat keine Bedeutung, da die Hemmung der Verjährung der Strafverfolgung in beiden Fällen gilt.

B.4.3. Die Verjährung der Strafverfolgung wird gehemmt ab dem Datum der ersten Sitzung der Ratskammer, die über die Regelung des Verfahrens hätte entscheiden sollen, bis zum Vortag der nächsten Sitzung dieses Rechtsprechungsorgans, in der die Regelung des Verfahrens wieder aufgegriffen wird, ohne dass die Dauer ein Jahr überschreiten kann. Aus den vorstehend angeführten Vorarbeiten geht hingegen hervor, dass die Höchstdauer von einem Jahr für jeden Antrag auf zusätzliche Untersuchung gilt und nicht insgesamt.

B.5. Der zweite Grund für die Hemmung der Verjährung, die durch Artikel 7 des vorerwähnten Gesetzes vom 14. Januar 2013 eingeführt wurde, findet Anwendung in der Urteilsphase, wenn ein erkennendes Gericht beschließt, das Urteil auszusetzen, um zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen auszuführen oder ausführen zu lassen, und ungeachtet dessen, ob diese Entscheidung aus dessen eigener Initiative getroffen wurde oder von einer der Verfahrensparteien ausgeht, darunter die Staatsanwaltschaft. Auch in diesem Fall wird die Verjährung der Strafverfolgung während einer Höchstdauer von einem Jahr gehemmt.

In Bezug auf das Interesse der klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 5702

B.6.1. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erfordern, dass jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

B.6.2. Der Ministerrat stellt das Interesse der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften (OBFG) an der Klage in Abrede, weil die angefochtene Bestimmung die ihr erteilten Aufgaben nicht betreffe. Das Spezialitätsprinzip werde nicht beachtet; die Bestimmung betreffe weder den Beruf des Rechtsanwalts, noch die Rechte der Verteidigung und die Waffengleichheit im Strafverfahren.

B.6.3. Die OBFG hat insbesondere als Auftrag, Initiativen zu ergreifen und Maßnahmen zu treffen, die für die Verteidigung der Interessen des Rechtsuchenden nützlich sind (Artikel 495 Absätze 2 und 3 des Gerichtsgesetzbuches).

Die klagende Partei besitzt das erforderliche Interesse, um eine Nichtigkeitsklage gegen eine Gesetzesbestimmung einzureichen, die durch die Einführung neuer Gründe für die Hemmung der Verjährung der Strafverfolgung die Rechte gewisser Rechtsuchender, deren Interessen sie verteidigen soll, beeinträchtigen kann.

Die Einrede wird abgewiesen.

Zur Hauptsache

In Bezug auf die Einhaltung der Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention (Rechtssachen Nrn. 5702, 5704 und 5778) und mit Artikel 14 Absätze 1 und 3 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte (Rechtssachen Nrn. 5702 und 5778)

B.7.1. Die klagenden Parteien bemängeln, dass durch die angefochtene Bestimmung entweder mehrere Behandlungsunterschiede zwischen mehreren Kategorien von Personen eingeführt würden oder Kategorien von Personen, die sich in unterschiedlichen Situationen befänden, gleich behandelt würden, und dies unter Missachtung der Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Sie sind im Wesentlichen der Auffassung, dass die Hemmungsgründe im Sinne des angefochtenen Artikels 7 weder auf Taten zurückzuführen seien, die dem Beschuldigten oder dem Angeklagten zur Last gelegt würden, noch auf ihre persönliche Situation oder diejenige der Zivilparteien, sondern ausschließlich auf die Unvollständigkeit der Strafakte, die es rechtfertige, dass die eine oder andere dieser Parteien zu Recht zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen beantrage. In diesem Fall hingen die Hemmungsgründe von den mit der gerichtlichen Untersuchung beauftragten Instanzen ab.

B.7.2. Daraus ergebe sich, dass die Rechtsuchenden durch die angefochtene Bestimmung je nach dem Zeitpunkt des Antrags auf Durchführung von zusätzlichen gerichtlichen Untersuchungshandlungen unterschiedlich behandelt würden. Die Verjährung werde nämlich nur gehemmt, wenn der Antrag auf zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen im Stadium der Regelung des Verfahrens gestellt werde, und dies auch dann, wenn ihm stattgegeben werde, obwohl dieser Hemmungsgrund nicht bestehe bei einem Antrag, der während der gerichtlichen Untersuchung gestellt werde.

Ebenso habe die Anwendung des angefochtenen Artikels 7 in der Urteilsphase je nachdem, ob der Rechtsuchende Gegenstand einer vollständigen und ausreichenden Ermittlung oder gerichtlichen Untersuchung gewesen sei, zur Folge, dass die Angeklagten auf die gleiche Weise behandelt würden, ohne Rücksicht darauf, ob die zusätzlichen gerichtlichen Untersuchungshandlungen vor dem erkennenden Gericht durch die Staatsanwaltschaft beantragt, von Amts wegen durch das erkennende Gericht beschlossen oder durch die anderen Parteien, sei es der Beschuldigte, die Zivilpartei oder die zivilrechtlich haftbare Partei, beantragt worden seien.

Nach Darlegung der klagenden Parteien bestehe keine vernünftige Rechtfertigung für solche Gleichbehandlungen, die überdies unverhältnismäßig gegenüber dem angestrebten Ziel seien.

B.7.3. Der Ministerrat führt an, die angefochtene Bestimmung sei zu rechtfertigen angesichts der doppelten Zielsetzung des Gesetzgebers, nämlich einerseits zu vermeiden, dass die Beschuldigten die Möglichkeit, zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen zu beantragen, ausschließlich mit dem Ziel der Verzögerung missbrauchten, und es andererseits der Justiz zu ermöglichen, effizienter zu sein. In der Rechtssache Nr. 5704 fügt er hinzu, dass der Behandlungswahlunterschied sich ohnehin nicht aus der angefochtenen Bestimmung ergebe, sondern aus dem Fehlen einer Hemmung der Verjährungsfrist bei der Behandlung der zusätzlichen gerichtlichen Untersuchungshandlungen während der gerichtlichen Untersuchung.

B.8.1. Aus den Vorarbeiten zu den Gesetzen vom 30. März 1891, 30. Mai 1961 und 24. Dezember 1993 geht hervor, dass der Gesetzgeber der Auffassung war, dass in Strafsachen der Straftäter nicht mehr verfolgt werden muss nach Ablauf von Fristen, die nach der Schwere der Straftat unterschiedlich sind, damit ihm das Recht auf Vergessen gewährt wird (*Pasin.*, 1891, S. 176), die Rechtssicherheit gewährleistet und vermieden wird, dass der inzwischen wieder hergestellte öffentliche Frieden erneut gestört würde (*Parl. Dok.*, Senat, 1956-1957, Nr. 232, S. 2; *Parl. Dok.*, Kammer, 1993-1994, Nr. 1211/1, S. 4).

Aus dieser Feststellung ergibt sich, dass die Verjährung bezweckt, sowohl die einer Straftat verdächtigen Person gegen verspätete Verfolgungen zu schützen, als auch die soziale Ordnung zu wahren, indem der Zeitpunkt bestimmt wird, ab dem die Rechtssicherheit und der soziale Friede Vorrang vor der Verfolgung der Straftaten haben müssen.

B.8.2. Wie der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte bemerkt hat, « kann die Verjährung definiert werden als das Recht, das das Gesetz dem Täter einer Straftat zuerkennt, nicht mehr verfolgt oder verurteilt zu werden nach Ablauf einer bestimmten Frist seit dem Begehen der Taten. Die Verjährungsfristen, die ein gemeinsames Merkmal der Rechtssysteme der Vertragsstaaten sind, haben verschiedene Zwecke, darunter die Gewährleistung der Rechtssicherheit, indem eine Frist für die Klageerhebung festgelegt wird, und die Verhinderung einer Verletzung der Rechte der Verteidigung, die beeinträchtigt werden könnten, wenn die Gerichte sich äußern müssten über die Begründetheit von Beweiselementen, die unvollständig wären aufgrund der verstrichenen Zeit (Urteil *Stubbings u.a.* gegen Vereinigtes Königreich vom 22. Oktober 1996, *Rec.* 1996-IV, S. 1502-1503, § 51) » (EuGHMR, 22. Juni 2000, *Coëme u.a.* gegen Belgien, § 146).

B.8.3. Die Festlegung der Verjährungsfrist und der Bedingungen für ihre Anwendung obliegt dem Gesetzgeber. Er verfügt auf diesem Gebiet über eine weite Ermessensbefugnis.

Bei der Ausarbeitung des Gesetzes vom 11. Dezember 1998, in dem ein neuer Hemmungsgrund bezüglich der Verjährung der Strafverfolgung vorgesehen war, wurde hervorgehoben, dass das belgische Recht bezüglich der Verjährung der Strafverfolgung besonders vorteilhaft für den Beschuldigten war (*Parl. Dok.*, Kammer, 1997-1998, Nr. 1387/6, S. 3). Der eingeführte Hemmungsgrund wurde durch das Gesetz vom 16. Juli 2002 aufgehoben.

B.8.4. Durch die Einführung der angefochtenen Bestimmung wollte der Gesetzgeber eine Antwort auf die Schlussfolgerungen eines parlamentarischen Untersuchungsausschusses geben, aus denen hervorging, dass die bestehende Verjährungsregelung in gewissen Fällen nicht ausreichte, um die erforderliche Untersuchung innerhalb der auferlegten Verjährungsfrist abzuschließen.

Es wurde auch gewünscht, den Verzögerungstaktiken gewisser Beschuldigter und Angeklagten in Finanz- und Steuerakten eines gewissen Umfangs ein Ende zu setzen, damit man wirklich gegen die Straffreiheit dieser Personen vorgehen könnte. Im Laufe der Vorarbeiten hat der Gesetzgeber dieses Ziel verallgemeinert und die beiden neuen Gründe für die Hemmung der Verjährungsfrist auf alle strafrechtlichen Straftaten für anwendbar erklärt. Diesbezüglich wurde daran erinnert, dass die Maßnahme « Bestandteil der globalen Bekämpfung von unvernünftigen Fristen » ist (*Parl. Dok.*, Senat, 2012-2013, Nr. 5-1887/3, S. 5).

Der Gesetzgeber konnte, wie er es bereits getan hat, die Verjährungsfristen allgemein verlängern. Er hat es jedoch vorgezogen, sich mit der angefochtenen Bestimmung darauf zu beschränken, neue Hemmungsgründe für die Verjährung vorzusehen, wenn zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen beantragt oder angeordnet werden, unter den in dieser Bestimmung festgelegten Bedingungen.

B.8.5. Obwohl er über eine breite Ermessensbefugnis verfügt, um die Verjährungsregeln festzulegen, muss der Gesetzgeber den in den Artikeln 10 und 11 der Verfassung gewährleisteten Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung einhalten.

Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung schließt nicht aus, dass ein Behandlungsunterschied zwischen bestimmten Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist. Dieser Grundsatz steht übrigens dem entgegen, dass Kategorien von Personen, die sich angesichts der beanstandeten Maßnahme in wesentlich verschiedenen Situationen befinden, in gleicher Weise behandelt werden, ohne dass hierfür eine angemessene Rechtfertigung vorliegt.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen, wenn feststeht, dass die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.8.6. Unter Berücksichtigung seiner Zielsetzung konnte der Gesetzgeber vernünftigerweise eine hemmende Wirkung der Verjährung nur für die Anträge auf zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen gewähren, die durch den Beschuldigten aufgrund von Artikel 127 § 3 des Strafprozessgesetzbuches gestellt werden, im Unterschied zu denjenigen, die er während der gerichtlichen Untersuchung stellt.

Auf diese Weise wird der Beschuldigte nämlich veranlasst, während der gerichtlichen Untersuchung die zusätzlichen gerichtlichen Untersuchungshandlungen zu beantragen, die er als notwendig erachtet, und davon abgehalten, seine Anträge bis zum Stadium der Regelung des Verfahrens zu verschieben. Es ist nicht unvernünftig, vom Beschuldigten, der Zugang zur Akte insbesondere unter den in Artikel 61ter des Strafprozessgesetzbuches festgelegten Bedingungen hat, zu verlangen, dass er schnell handelt bei der Behandlung der ihn betreffenden gerichtlichen Untersuchung, und ebenfalls nicht, etwaige Verzögerungstaktiken zu verhindern, deren er sich schuldig machen würde, indem er auf die Regelung des Verfahrens warten würde, um die gerichtliche Untersuchung durch neue Aufgaben ergänzen zu lassen, nur mit dem Ziel, seine etwaige Verweisung an das erkennende Gericht zu verzögern, um das Ablaufende der Verjährungsfrist zu erreichen.

B.8.7. Daraus ist zu schlussfolgern, dass der Gesetzgeber, ohne den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung zu missachten, die Beschuldigten unterschiedlich behandeln konnte je nach dem Zeitpunkt, zu dem sie zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen beantragen.

B.9.1. Es wird auch bemängelt, dass durch die angefochtene Bestimmung der Antrag auf zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen, der von dem Beschuldigten während der Regelung des Verfahrens ausgeht, auf identische Weise behandelt werde, ungeachtet dessen, ob ihm stattgegeben werde oder nicht.

B.9.2. Es kann vom Gesetzgeber jedoch nicht verlangt werden, dass er zwischen den im Stadium der Regelung des Verfahrens vom Beschuldigten beantragten gerichtlichen Untersuchungshandlungen unterscheidet, je nachdem, ob sie für die gerichtliche Untersuchung sachdienlich sind oder nicht. Ungeachtet dessen, ob ihnen stattgegeben wird oder nicht, können solche Anträge, die durch den Beschuldigten im Stadium der Regelung des Verfahrens eingereicht werden, nämlich einem Ziel der Verzögerung dienen, sodass eine diesbezügliche Unterscheidung der Kohärenz der angefochtenen Maßnahme gegenüber ihrer Zielsetzung erheblich hätte schaden können. Der Gesetzgeber bietet es im Übrigen dem Beschuldigten nicht, solche Anträge zu stellen, die ernsthaft und zügig untersucht werden müssen, beschränkt sich aber darauf, die Verjährungsfrist während der Untersuchung dieser Anträge und der etwaigen Durchführung der beantragten gerichtlichen Untersuchungshandlungen zu hemmen.

B.10. Er wird auch bemängelt, dass durch die angefochtene Bestimmung die Anträge auf zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen ungeachtet dessen, ob sie vom Beschuldigten oder von der Zivilpartei ausgingen, oder ob sie durch den Untersuchungsrichter, die Anklagekammer oder das erkennende Gericht angeordnet würden, auf identische Weise behandelt würden.

B.11.1. Es ist nicht vernünftig gerechtfertigt vorzusehen, dass die Anträge auf zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen, die im Stadium der Regelung des Verfahrens von der Zivilpartei eingereicht werden, die Verjährungsfrist der Strafverfolgung hemmen. Ebenso wie vom Beschuldigten wird nämlich von der Zivilpartei, die den gleichen Zugang zu der Akte wie der nicht inhaftierte Beschuldigte hat, erwartet, dass sie mit der gebotenen Schnelligkeit die sie betreffende gerichtliche Untersuchung verfolgt und dass sie so schnell wie möglich die zusätzlichen gerichtlichen Untersuchungshandlungen beantragt, die sie als notwendig erachtet. Unter Berücksichtigung der hemmenden Wirkung der Verjährung, die mit dem Antrag auf zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen, der vom Beschuldigten im Stadium der Regelung des Verfahrens eingereicht wird, einhergeht, ist es nicht gerechtfertigt, dass eine gleiche Maßnahme in Bezug auf Anträge, die die Zivilpartei in diesem Stadium des Verfahrens einreicht, ergriffen wird, da ihre Interessen in Bezug auf die Verjährung entgegengesetzt sind.

Da dies in Bezug auf den Beschuldigten beschlossen wurde, müsste die Zivilpartei ebenso veranlasst werden, an der laufenden gerichtlichen Untersuchung mitzuwirken und davon abgehalten werden, ihre Anträge auf zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen bis zum Stadium der Regelung des Verfahrens zu verschieben. Indem er eine hemmende Wirkung nur den letztgenannten Anträgen verleiht, erreicht der Gesetzgeber jedoch im Gegenteil, dass die Zivilpartei ermutigt wird, bis zur Regelung des Verfahrens zu warten, um die Durchführung zusätzlicher gerichtlicher Untersuchungshandlungen zu beantragen, wenn die Gefahr besteht, dass die gerichtliche Untersuchung nicht vor Ablauf der Verjährungsfrist abgeschlossen werden kann.

B.11.2. Folglich hat der Gesetzgeber die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 14 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte missachtet, indem er die Anträge auf zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen, die im Stadium der Regelung des Verfahrens einerseits vom Beschuldigten und andererseits von der Zivilpartei gestellt werden, in Bezug auf ihre Auswirkungen auf den Lauf der Verjährung der Strafverfolgung auf gleiche Weise behandelt.

B.12.1. Der Gerichtshof muss noch die Vereinbarkeit der angefochtenen Bestimmung mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den vorerwähnten Vertragsbestimmungen, prüfen, insofern die Verjährungsfrist gehemmt wird, sowohl wenn durch den Untersuchungsrichter, die Anklagekammer oder das erkennende Gericht zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen beschlossen werden, als auch wenn der Beschuldigte diese gerichtlichen Untersuchungshandlungen beantragt.

Im Gegensatz zur Zivilpartei haben der Untersuchungsrichter, die Anklagekammer und das erkennende Gericht kein Interesse, das demjenigen des Beschuldigten entgegensteht hinsichtlich des Ablaufs der Verjährungsfrist. Diese gerichtlichen Behörden entscheiden nämlich in aller Unparteilichkeit und sind nicht Gegner des Beschuldigten, im Gegensatz zur Zivilpartei und der Staatsanwaltschaft.

B.12.2. Es obliegt jedoch dem Untersuchungsrichter, dem Prokurator des Königs die Akte erst zu übermitteln, wenn er der Auffassung ist, dass seine Untersuchung abgeschlossen ist, das heißt erst ab dem Zeitpunkt, wo er seines Erachtens alle gerichtlichen Untersuchungshandlungen abgeschlossen hat, die zur Wahrheitsfindung notwendig sind.

Indem er den zusätzlichen gerichtlichen Untersuchungshandlungen, die von Amts wegen oder auf Antrag einer anderen Partei als dem Beschuldigten im Stadium der Regelung des Verfahrens durch den Untersuchungsrichter angeordnet werden, eine hemmende Wirkung verleiht, könnte der Gesetzgeber es dem Untersuchungsrichter ermöglichen, die Durchführung bestimmter gerichtlicher Untersuchungshandlungen zu verschieben, wenn die Gefahr besteht, dass seine Untersuchung abgeschlossen würde. Somit wird dem Untersuchungsrichter die Möglichkeit geboten, die Frist zu verlängern, in der er belastend und entlastend untersuchen muss.

Diese Verlängerung der Verjährungsfrist liegt im ausschließlichen Befugnisbereich des Untersuchungsrichters und kann sich als erheblich erweisen. Der Gesetzgeber hat nämlich die Häufung der gerichtlichen Untersuchungshandlungen, die im Stadium der Regelung des Verfahrens für jede von ihnen eine Hemmung der Verjährungsfrist von bis zu einem Jahr ermöglichen, nicht begrenzt.

B.12.3. Eine solche dem Untersuchungsrichter gebotene Möglichkeit könnte also auf unverhältnismäßige Weise den Rechten des Beschuldigten schaden.

B.12.4. Die Hemmung der Verjährungsfrist, die sich aus dem Entscheid der Anklagekammer oder dem Beschluss des erkennenden Gerichts, mit dem die zusätzlichen gerichtlichen Untersuchungshandlungen angeordnet werden, ergibt, ist ebenso wenig vernünftig gerechtfertigt.

Auch in diesen Fällen kann nämlich nicht ausgeschlossen werden, dass der Untersuchungsbeamte, nachdem er feststellt, dass der Ablauf der Verjährungsfrist unmittelbar bevorsteht, die Akte abschließt, obwohl die Anklagekammer oder das erkennende Gericht anschließend immer noch zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen anordnen und somit problemlos die Behandlung der Akte verlängern könnten.

B.12.5. Wenn der Angeklagte direkt durch die Staatsanwaltschaft vor das erkennende Gericht geladen wird, ergibt sich die Notwendigkeit, zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen durchzuführen, mit der sich das erkennende Gericht konfrontiert sieht, im Übrigen daraus, dass die durch die Staatsanwaltschaft übermittelte Strafakte unvollständig ist.

Es kann jedoch nicht vernünftig gerechtfertigt werden, einen direkt durch die Staatsanwaltschaft geladenen Angeklagten zu benachteiligen, weil die Strafakte, auf der die direkte Vorladung beruht, unvollständig ist.

B.13. Folglich hat der Gesetzgeber die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 14 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte missachtet, indem er einerseits den Antrag auf zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen, der im Stadium der Regelung des Verfahrens durch den Beschuldigten gestellt wird, und andererseits die zusätzlichen gerichtlichen Untersuchungshandlungen, die im Stadium der Regelung des Verfahrens durch den Untersuchungsrichter oder die Anklagekammer oder aber durch das erkennende Gericht angeordnet werden, hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf den Verlauf der Verjährung der Strafverfolgung auf gleiche Weise behandelt.

B.14. Der Klagegrund ist in diesem Maße begründet.

B.15. Die angefochtene Bestimmung ist für nichtig zu erklären, jedoch nur insofern, als sie zur Folge hat, dass die Verjährung der Strafverfolgung gehemmt wird, wenn der Untersuchungsrichter oder die Anklagekammer im Rahmen der Regelung des Verfahrens entscheidet, dass zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen vorgenommen werden müssen, wenn die Ratskammer im Rahmen der Regelung des Verfahrens infolge eines von der Zivilpartei gemäß den Artikeln 61*quinquies* und 127 § 3 des Strafprozessgesetzbuches eingereichten Antrags das Verfahren nicht regeln kann und wenn das erkennende Gericht die Behandlung der Sache aufschiebt, um zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen vorzunehmen.

B.16. Damit die Schwierigkeiten vermieden werden, die sich aus dieser Nichtigerklärung für Rechtssachen ergeben könnten, die noch in der Schwebe sind oder bereits Gegenstand einer endgültigen Entscheidung sind, sind in Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung aufrechtzuerhalten, bis der Gesetzgeber eine Gesetzesänderung in Kraft gesetzt hat, die den in B.15 festgestellten Verfassungswidrigkeiten ein Ende setzt, und spätestens bis zum 31. Dezember 2016.

In Bezug auf die zeitliche Anwendung der fraglichen Bestimmung (Rechtssachen Nrn. 5704 und 5778)

B.17. Der vorliegende Richter in der Rechtssache Nr. 5778 stellt dem Gerichtshof insbesondere die Frage, ob durch die fragliche Bestimmung, indem der Verjährung der Strafverfolgung infolge des Antrags auf zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen, den der Beschuldigte oder der Mitbeschuldigte zu einem Zeitpunkt gestellt habe, als dieser Antrag nicht diese Folgen gehabt habe und dies nicht möglich gewesen sei, eine hemmende Wirkung verliehen werde, nicht die Garantie der Nichtrückwirkung der Gesetzesbestimmungen verletzt werde, ohne dass dies durch eine außergewöhnlichen Umstand oder einen Grund des Allgemeininteresses gerechtfertigt werde.

Neben der anderen Kritik bringt auch die Partei in der Rechtssache Nr. 5704 einen solchen Beschwerdegrund vor.

B.18.1. Das Gesetz, mit dem, wie im vorliegenden Fall, ein neuer Hemmungsgrund eingeführt wird, ist weder ein Gesetz, das eine neue Straftat einführt, noch ein Gesetz, das das Strafmaß festlegt. Es handelt sich um ein Verfahrensgesetz, das ab seinem Inkrafttreten auf jede Strafverfolgung Anwendung findet, selbst wenn diese vor diesem Inkrafttreten entstanden ist, sofern die Strafverfolgung nicht vor diesem Datum verjährt ist.

B.18.2. Die Bedingungen, unter denen die Verjährung aufgrund des zum Tatzeitpunkt geltenden Gesetzes zustande kam, konnten zwar die Erwartung einer Verjährung innerhalb der durch dieses Gesetz festgelegten Frist entstehen lassen. Der bemängelte Behandlungsunterschied ist also derjenige, der die Angeklagten betrifft, bei denen die durch das alte Gesetz hervorgerufenen Erwartungen durch das neue Gesetz zunichte gemacht werden. Eine solche Kritik läuft auf die Beschwerde hinaus, dass darin keine Übergangsregelung vorgesehen worden sei.

B.18.3. Es wäre vorstellbar gewesen, solche Erwartungen zu berücksichtigen durch eine Verallgemeinerung des Bemühens, das der Gesetzgeber zum Ausdruck bringt in einem unter gewissen Gesichtspunkten ähnlichen Fall, wenn er in Artikel 2 des Strafgesetzbuches festlegt, dass « keine Straftat [...] mit Strafen geahndet werden [kann], die nicht vor Begehung der Straftat durch das Gesetz angedroht waren ». Doch während die Rechtsunsicherheit infolge der Einführung von Strafen, die nicht bestanden zu dem Zeitpunkt, als die Straftat begangen wurden, nicht zu rechtfertigen ist, trifft dies nicht zu für die Unsicherheit, die damit zusammenhängt, dass eine Straftat, die bereits strafbar war zu dem Zeitpunkt, als sie begangen wurde, noch mit den gleichen Strafen bestraft werden kann nach dem Ablauf der erwarteten Frist der Verjährung, selbst wenn die Erwartungen des Beschuldigten somit zunichte gemacht werden (siehe im gleichen Sinne: EuGHMR, 22. Juni 2000, *Coëme u.a.* gegen Belgien, § § 149-151).

B.18.4.1. Die Gründe, die es rechtfertigen, dass der Gesetzgeber die Beschuldigten unterschiedlich behandeln kann je nach dem Zeitpunkt, zu dem sie ihren Antrag auf zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen stellen, rechtfertigen es auch, dass der Gesetzgeber keine Übergangsmaßnahmen vorgesehen hat. Es kann nämlich vernünftigerweise davon ausgegangen werden, dass der Antrag auf zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen eingereicht wurde, um die Akte zu ergänzen mit dem Ziel, die Wahrheitsfindung zu erleichtern, und nicht, um die Verjährungsfrist ablaufen zu lassen und den Prozess zur Sache zu vermeiden.

Der Umstand, dass der Beschuldigte nicht wusste, dass sein Antrag auf zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen die Verjährung hemmen konnte, kann seine rechtmäßige Erwartung, dass die Akte seinem Wunsch gemäß ergänzt wird, nicht beeinträchtigen. Das Ziel der Verzögerung, das er gegebenenfalls verfolgen konnte, kann hingegen nicht als eine rechtmäßige Erwartung betrachtet werden.

B.18.4.2. Das Gleiche gilt selbst dann, wenn der Antrag auf zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen durch einen anderen Beschuldigten eingereicht wurde, da « in der Regel die gesetzlichen Hindernisse für die Untersuchung der Strafverfolgung in Bezug auf einen Angeklagten die Verjährung der Strafverfolgung auch in Bezug auf die anderen Angeklagten hemmen, wenn es sich um dieselbe Tat oder um damit zusammenhängende Taten handelt » (siehe Kass., 27. September 2011, *Pas.*, 2011, Nr. 501).

B.18.5. Indem keine Übergangsmaßnahme vorgesehen ist, ist die fragliche Bestimmung nicht unvereinbar mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den im Beschwerdegrund und in der Vorabentscheidungsfrage angeführten Bestimmungen und Grundsätzen.

B.19. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass der angeführte Beschwerdegrund unbegründet und der letzte Teil der Vorabentscheidungsfrage in der Rechtssache Nr. 5778 verneinend zu beantworten ist.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 7 des Gesetzes vom 14. Januar 2013 zur Festlegung steuerrechtlicher und sonstiger Bestimmungen im Bereich der Justiz, in der durch Artikel 3 des Gesetzes vom 25. April 2014 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich der Justiz abgeänderten Fassung, jedoch nur insofern, als er zur Folge hat, dass die Verjährung der Strafverfolgung gehemmt wird, wenn der Untersuchungsrichter oder die Anklagekammer im Rahmen

der Regelung des Verfahrens entscheidet, dass zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen vorgenommen werden müssen, wenn die Ratskammer im Rahmen der Regelung des Verfahrens infolge eines von der Zivilpartei gemäß den Artikeln 61*quinquies* und 127 § 3 des Strafprozessgesetzbuches eingereichten Antrags das Verfahren nicht regeln kann und wenn das erkennende Gericht die Behandlung der Sache aufschiebt, um zusätzliche gerichtliche Untersuchungshandlungen vorzunehmen, für nichtig;

- weist die Klagen im Übrigen zurück;
- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung bis zum Inkrafttreten einer neuen Gesetzesbestimmung und spätestens bis zum 31. Dezember 2016 aufrecht;
- erkennt für Recht:

Indem Artikel 7 des vorerwähnten Gesetzes vom 14. Januar 2013 keine Übergangsmaßnahmen vorsieht, verstößt er nicht gegen die Artikel 10, 11 und 12 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit dem Legalitätsprinzip und mit dem Grundsatz der Rechtssicherheit, mit Artikel 14 Absätze 1 und 3 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte und mit Artikel 6 Absätze 1 und 3 Buchstaben *b*), *c*) und *d*) der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 11. Juni 2015.

Der Kanzler,
F. Meersschaut

Der Präsident,
J. Spreutels

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2015/203125]

Extrait de l'arrêt n° 84/2015 du 11 juin 2015

Numéros du rôle : 5856 et 5859

En cause : les recours en annulation partielle (article 5) ou totale de la loi du 30 juillet 2013 « portant modification des articles 2, 126 et 145 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques et de l'article 90*decies* du Code d'instruction criminelle », introduits respectivement par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et par l'ASBL « Liga voor Mensenrechten » et l'ASBL « Ligue des Droits de l'Homme ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et A. Alen, et des juges E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, assistée du greffier F. Meersschaut, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 21 février 2014 et parvenue au greffe le 24 février 2014, l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, assisté et représenté par Me E. Lemmens et Me J.-F. Henrotte, avocats au barreau de Liège, a introduit un recours en annulation de l'article 5 de la loi du 30 juillet 2013 « portant modification des articles 2, 126 et 145 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques et de l'article 90*decies* du Code d'instruction criminelle » (publiée au *Moniteur belge* du 23 août 2013).

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 24 février 2014 et parvenue au greffe le 25 février 2014, un recours en annulation de la loi du 30 juillet 2013 précitée a été introduit par l'ASBL « Liga voor Mensenrechten » et l'ASBL « Ligue des Droits de l'Homme », assistées et représentées par Me R. Jespers, avocat au barreau d'Anvers.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 5856 et 5859 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1.1. L'Ordre des barreaux francophones et germanophone, partie requérante dans l'affaire n° 5856, demande l'annulation de l'article 5 de la loi du 30 juillet 2013 « portant modification des articles 2, 126 et 145 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques et de l'article 90*decies* du Code d'instruction criminelle ».

L'ASBL « Liga voor Mensenrechten » et l'ASBL « Ligue des Droits de l'Homme », parties requérantes dans l'affaire n° 5859, demandent l'annulation des articles 1^{er} à 7 de la même loi.

B.1.2. La loi du 30 juillet 2013 attaquée dispose :

« Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi transpose partiellement en droit belge la Directive 2006/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 sur la conservation de données générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications, et modifiant la Directive 2002/58/CE (directive 'conservation de données') (*Journal officiel*, 13 avril 2006, L 105/54) et l'article 15.1 de la Directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques (directive 'vie privée et communications électroniques') (*Journal officiel*, 31 juillet 2002, L 201/37).

CHAPITRE 2. — Modifications de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques

Art. 3. L'article 1^{er} de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, modifié par la loi du 10 juillet 2012, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

' La présente loi transpose partiellement la Directive 2006/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 sur la conservation de données générées ou traitées dans le cadre de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications, et modifiant la Directive 2002/58/CE (directive "conservation de données") (*Journal officiel*, 13 avril 2006, L 105/54) et l'article 15.1 de la Directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques (directive "vie privée et communications électroniques") (*Journal officiel*, 31 juillet 2002, L 201/37). ' ».

Art. 4. A l'article 2 de la même loi, modifié par les lois des 18 mai 2009 et 10 juillet 2012, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 11^o est remplacé par ce qui suit :

' 11^o "opérateur" : toute personne soumise à l'obligation d'introduire une notification conformément à l'article 9; ';